

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 27, DIM 28, LUN 29 OCTOBRE 1979 — N°982

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Les menaces du Vietnam contre la Thaïlande se précisent

Le gouvernement thaïlandais a demandé à l'ONU l'envoi d'une mission d'observation le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. En effet entre les tirs d'obus réalisés par l'armée vietnamienne sur la Thaïlande à partir du Cambodge, un général thaïlandais vient d'indiquer que «*parmi les 180 000 soldats vietnamiens au Cambodge, 40 000 sont déployés dans les régions frontalières thaï-cambodgiennes*».

Par ailleurs la chanteuse Joan Baez, qui avait milité pour le soutien au peuple vietnamien contre l'impérialisme US, a tenu à Paris une conférence de presse, elle a indiqué que «*le Cambodge est au Vietnam ce que le Vietnam a été aux Etats-Unis*».

LIRE EN PAGE 16

Alsthom : nouvelles initiatives

Ce vendredi les grévistes bloquaient le Paris-Zurich et retardaient un vol de France-Inter. A Saint-Ouen, c'est le gala et la journée portes-ouvertes du week-end qui mobilisent les énergies.

LIRE EN PAGE 4

L'autonomie votée en Catalogne et au Pays Basque

Les oui à l'autonomie l'ont largement emporté dans le référendum, par environ 90 % au Pays Basque et en Catalogne. Selon les informations dont nous disposons à l'heure de mettre sous presse le taux d'abstentions serait de 40 %.

LIRE EN PAGE 13

Selon l'INSEE, si le gouvernement maintient sa politique

2 millions et demi de chômeurs en 1985

GRAVELINES

Bien que l'enquête sur les fissures ne soit pas terminée

LE CHARGEMENT DE LA CENTRALE SE POURSUIVAIT VENDREDI



La direction de la centrale nucléaire de Gravelines en collaboration avec Framatome procédait jeudi au chargement des réacteurs. La CFDT lançait un mot d'ordre de grève, mais n'était pas en mesure, même si elle l'avait voulu, de s'opposer physiquement au chargement, la direction ayant disposé des vigiles aux points stratégiques de la centrale. Le mot d'ordre national de grève de la Fédération Générale de l'Energie CFDT, lancé en signe de protestation, était assez bien suivi en particulier dans le Sud-Est. La section CFDT de Gravelines indiquait vendredi que les centrales de Loir-sur-Rhône, de Bugey, de Martigues, d'Aramon étaient bloquées. Celle de Nantes-Chevire tournait avec 4 groupes «au minimum techniques».

Jeudi au milieu de la matinée les travailleurs CGT de Gravelines avaient accepté de se réunir avec ceux de la CFDT afin de définir une attitude commune.

LIRE EN PAGE 7

L'Institut national de la statistique a établie cette prévision en supposant que la crise économique internationale ne connaîtra pas d'évolutions majeures et que le gouvernement maintiendra les orientations de sa politique économique. En tenant compte d'une hausse modérée du prix du pétrole (7 % en plus de l'inflation), l'INSEE a examiné deux cas de figure. Première hypothèse, le gouvernement maintient sa politique : le nombre des chômeurs augmenterait de 150 000 personnes par an pour atteindre 2,5 millions en 1985. Seconde hypothèse : le gouvernement impose d'importantes économies d'énergies, réduit progressivement la durée du travail pour aboutir aux 35 heures en 1985, et fournit un gros effort d'investissement. Alors... la montée du chômage sera contenue.

non aux lois barre-bonnet-stoléru

français-immigrés SOLIDAIRES

MEETING

LE 26 OCTOBRE à 20 heures à la MUTUALITE

24 rue St-Victor Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

organisé par
le Parti Communiste
Révolutionnaire marxiste-léniniste
et le Parti Communiste
Marxiste Léniniste

avec
• interventions de travailleurs sur la construction de l'unité Français-Immigrés

• chants et musique :
le groupe antillais MOUN'KIKI
chants révolutionnaires de Kabylie
avec IMAZIREN IMULA

• projection du film *Voyage en capital* de Ali Akika

ضد القواعد
باربوني بولت ستولرو
فرسيين
مهاجرين متضامين

Les premiers jours de la visite en France du président Hua Guofeng ont suscité dans les médias de vastes articles sur la réalité chinoise. Mais les buts précis de la visite du Président Hua ne sauraient être passés sous silence. Qu'en est-il des dangers de guerre, des prétentions à l'hégémonie de la superpuissance soviétique, des attitudes «munichoises» de certains dirigeants européens. La quasi-totalité des hebdomadaires reviennent sur ces questions.

APRES LA VISITE DU PRESIDENT HUA GUOFENG EN FRANCE

L'Europe face à la superpuissance soviétique

L'EXPRESS

Bien que les dirigeants français parlent plus volontiers de contrats industriels que de l'hégémonisme, le Premier chinois a posé à l'opinion, dès son arrivée, la question majeure : que pense le gouvernement français du monde agité et troublé ? Valéry Giscard d'Estaing a témoigné, plusieurs fois, des intentions pacifiques de l'Union soviétique, il a loué la modération du Kremlin au moment de la «punition» infligée par l'armée chinoise aux Vietnamiens, coupables d'avoir envahi le Cambodge. A en juger d'après ses propos, le Président français ne partage ni les craintes de l'hégémonisme manifestées par son hôte ni l'interprétation des événements que celui-ci a esquissée. En tout cas, il se garde aussi bien d'approuver que de réfuter les dénonciations de l'hégémonisme, il se replie sur des positions plus sûres : l'amitié sino-française, l'entrée de la Chine dans la communauté des nations, la part que la France voudrait prendre aux quatre «modernisations».

Les rapports entre les Etats obéissent à des considérations d'intérêt et d'équilibre. Les gouvernants de la Chine communiste, à en croire Henry Kissinger, sont les plus résolus des théoriciens et les plus experts des praticiens de l'équilibre des forces, de ce que les Anglo-Américains appellent *balance of power* et les Allemands *Macht Politik*.

Le Président français n'appelle certainement pas de ses vœux la reconstitution de l'alliance sino-soviétique. Si l'unité du bloc communiste avait résisté à l'arrogance soviétique et à la rivalité des deux Etats, la situation des Occidentaux, des Européens en particulier, serait presque désespérée. Le vent de l'Est l'emporterait définitivement sur le vent de l'Ouest, comme le disait Mao Zedong, il y a une vingtaine d'années. En d'autres termes, pour dire tout haut ce que nous pensons tous : la querelle sino-soviétique contribue à la sécurité des Européens. L'union soviétique maintient à ses frontières asia-

tiques une quarantaine de divisions, un tiers environ de son aviation de chasse. (...)

L'attitude française à l'égard de l'Union soviétique et de la Chine n'est pas, elle ne doit pas être commandée par notre préférence pour l'un ou l'autre des deux pays d'idéologie marxiste-communiste. (...)

Comme la Russie de Lénine et de Staline, elle (*la Chine*) veut devenir une grande puissance, donc moderniser son industrie et son agriculture, sa science et son armée. Elle ne constitue par pour les Européens une menace.

Pour une raison géopolitique, d'abord : ce sont des missiles soviétiques qui sont braqués sur

l'Europe, non des missiles chinois. Pour des raisons d'équilibre des forces, ensuite : la Chine ne possède pas les moyens nécessaires à une stratégie expansionniste. Ce sont des Soviétiques, des Cubains, des Allemands de l'Est qui sont établis en Angola, au Mozambique, au Yémen du Sud, en Ethiopie, en Afghanistan, et non pas des Chinois. C'est pour équilibrer les missiles «SS 20» et les «Backfire» que les Occidentaux envisagent de déployer les «Pershing 2» et des missiles de croisière en Europe occidentale. Qui regarde les faits bruts incline à reprendre le mot de confrontation utilisé par le Premier chinois.

Précisément parce que l'Union

soviétique est la plus forte et la plus proche, la France n'entend pas être impliquée dans un conflit qui la dépasse. Faut-il dire : à égale distance diplomatique de Moscou et de Pékin ? Peut-être, à condition que la France obéisse au principe de l'indépendance nationale, et non pas aux ukases de Moscou. C'est à elle, et à elle seule, de prendre la décision, de vendre ou non des armes à la Chine populaire. Après tout, la politique française se définit par la détente tous azimuts et l'équilibre des forces : l'Union soviétique ne devrait pas prendre ombrage des expressions légitimes de cette politique.

Raymond ARON

LE NOUVEL observateur

A entendre gaullistes et communistes, si on faisait l'Europe, ce serait pour tomber dans les griffes de l'aigle germano-américain. Car l'Allemagne ne pouvait être qu'américaine, bien entendu. Surtout — aux yeux des communistes — l'Allemagne social-démocrate. Or voici que nos allemands, lassés d'attendre de Paris une organisation européenne qui leur permettrait, précisément, de décrocher des Etats-Unis, se sont tout simplement avisés de regarder du côté de Pankow. Et de Moscou. Et, pour eux, tout a l'air de très bien marcher. Leonid Brejnev n'a aucune répulsion pour la social-démocratie allemande, non plus d'ailleurs que pour la démocratie-chrétienne. Tous les allemands lui sont chers, même et surtout ceux qui ne sont pas communistes. Il leur demande deux choses : de n'être pas européens, et de ne pas accepter l'installation sur leur sol des fusées «Pershing 2» qui ont le tort d'être aussi efficaces que les dernières fusées soviétiques.

Bref, on se dirigerait lentement vers une réunification des deux Allemagnes sous la bénédiction, sinon sous la tutelle, des Soviétiques. Et tout cela doit probablement être jugé «globalement positif» tant par nos communistes que par nos prétendus «gaullistes». Trêve de dérision : il

s'agit de l'information la plus importante par ses retombées planétaires depuis des décennies. La réunification de l'Allemagne, ce serait pour nous ce que fut pour nos aïnés la remilitarisation de la Rhur. (...)

Il est quelqu'un qui affecte de ne pas savoir que l'Europe n'existe pas, c'est Hua Guofeng, le président du PC Chinois, en visite chez nous. Dans tous ses toasts, déclarations, discours, conférences de presse, il s'adresse aux «Européens». Ce brave homme n'y comprend plus rien. Pour lui, il y a les Etats-Unis, l'Union Soviétique, la Chine, le Japon, et bien sûr, à ses yeux, dans ce monde pentapolaire, il est évident qu'il y a l'Europe.

Si on lui fait observer qu'il y a «la France seule» et que, de ce fait, il y aura bientôt «l'Allemagne seule», alors avec un simple bon sens il se dit que ces Européens font le jeu des Soviétiques et, comme il ne nous croit pas assez naïfs pour le faire, il se persuade que l'Europe existe et qu'elle ne le sait pas.

Prenons par exemple cette histoire de fusées. Hua Guofeng déclare que, pour le moment, les fameuses «SS 20» soviétiques sont toutes sur la frontière chinoise. Alors il dit aux «Européens» : si vous acceptez de ne pas laisser les Américains instal-



ler les «Pershing 2» chez vous, les fusées «SS 20» resteront devant chez nous. Vous ne serez pas davantage en sécurité et nous serons de plus en plus menacés. Vous devriez exiger un désarmement global. Car le monde est un, la guerre est une, et nous sommes tous solidaires.

Le Premier Chinois a réussi à se faire entendre de ces communistes italiens que l'on croyait pourtant revenus sur le chemin de Moscou. Le PCI vient de se prononcer en faveur d'une négociation pour un désarmement global. Mais les Allemands préfèrent écouter Leonid Brejnev qui leur envoie des missives tendres et pressantes. Quant aux

Français, les uns, de gauche, déclarent que la politique étrangère de la Chine est la plus réactionnaire qui soit et qu'on doit la dénoncer sous peine de trahir la classe ouvrière. On entend cela au PS comme au PC. Les autres, à droite, précisent que les Chinois sont stupidement obsédés par la peur des Soviétiques qui ne sont menaçants pour personne et dont les divisions, comme les armes, sont bien plus faibles qu'on ne le dit. Valoriser la superpuissance soviétique, c'est, en fait, attenter à l'indépendance de la France en suggérant qu'elle sera contrainte d'en aliéner une partie, au sein d'une communauté européenne, pour assurer effi-

cacement sa défense. (...)

Hua Guofeng déclara surtout que l'Europe, si elle voulait bien exister, avait la possibilité de convaincre les Soviétiques avec des arguments autrement plus forts que ceux de la France seule. Surtout si l'on empêchait l'entente soviéto-allemande de se faire. On en est là pour le moment. Depuis, chacun est perplexe et, en France, certains commencent à se dire, dans le secret de leur conscience, avec un soupçon de culpabilité, qu'au fond l'Europe, ça pourrait peut-être bien servir à quelque chose...

Jean DANIEL

17 usines Merlin-Gérin occupées sur 18 à Grenoble

LE DEVELOPPEMENT PROGRESSIF DE LA DEMOCRATIE LIBERE LES INITIATIVES

A Merlin, le mouvement continue à se durcir, 17 usines sur les 18 qui existent à Grenoble sont occupées. Seul S2, en grève illimitée se contente d'un piquet. L'organisation active de la grève à l'exemple de F1 commence à faire tache d'huile. Le déploiement de la lutte, le développement de la démocratie pour libérer les initiatives se font peu à peu, car il y a des obstacles que les travailleurs

Une information commence à bien circuler entre les boîtes, mais tout cela a demandé du temps.

Chaque matin, c'est le même scénario, les cadres viennent pointer les non-grévistes en leur faisant croire qu'ils seront payés. Jeudi matin la direction a encore essayé de rassembler ses cadres et des non-grévistes pour une manifestation anti-grève, mais il y avait si peu de monde qu'elle a dû annuler son projet.

LES GREVISTES PARTICIPENT NOMBREUX AUX COMMISSIONS

Dans le secteur Sud-Est à Meylan, des commissions communes aux trois usines M1, M3 et M4 se mettent en place. Les travailleurs y participent nombreux, ils n'attendaient que ça et les propositions et les initiatives jaillissent. Une commission solidarité organise le soutien financier, la commission popularisation prévoit affiches, tracts, communiqué à la presse, des diffusions sont prévues pour le lendemain. Une commission animation envisage l'animation culturelle et sportive ainsi que des loisirs pour les grévistes et leurs familles pour le week-end. Le conseil municipal de Meylan reçoit les grévistes de Meylan, jeudi soir pour le soutien. Et il propose une salle pour les grévistes du secteur Sud-Est. Dans le secteur Nord, des distributions de tracts ont lieu, et des commissions se mettent en place. «*Chez nous, on affiche toutes les informations; les grévistes prennent mieux parti pour leur grève quand ils voient qu'on commence à mieux s'organiser.*»

Dans le secteur Sud-Ouest, les grévistes peuvent aller chercher des repas chauds à la cantine d'un lycée voisin, repas subventionné par la municipalité de Grenoble. Quelques grévistes sont allés distribuer des tracts devant la Caisse d'Allocations Familiales, où a eu lieu l'inauguration en présence du préfet et d'un ministre. Les travailleurs de la CAF exposaient aussi à cette occasion leurs revendications.

S2 n'est pas occupée, mais là aussi cela ne se passe pas tout seul. Ce jeudi, pour empêcher les non-grévistes d'entrer, le piquet avait mis en place une palissade. Vers 7 h 30 les ingénieurs essaient d'entrer, certains d'escalader la palissade mais, ils se retrouveront par terre. La colère les prend, et ils essaient d'arracher la palissade. Il s'engage un dé-

but de bagarre que gagnera le piquet qui est de plus en plus sur ses gardes: «*Ils vont au minimum nous envoyer un huissier ou nous faire porter le chapeau pour leurs égratignures.*» Ils ne restent pas les bras ballants, ils vont d'une usine à l'autre. C'est ainsi qu'ils vont voir ceux de F1 pour discuter.

«*QUAND J'AI VU QUE LE MOUVEMENT SE DURCISSE*»

C'est comme ça que mercredi, ils ont assisté à un spectacle qui a soulevé la colère: la manifestation organisée par le patron. «*Ils n'osaient même pas nous regarder, ils se cachaient le visage quand ils*

passaient près des grilles. C'est une honte! Les cadres de la honte. On devrait faire une affiche là-dessus» nous dit un gréviste. «*Si je suis syndiqué? Non; avant j'étais au PCF et à la CGT mais j'ai rendu ma carte de délégué. Au début, les deux ou trois premiers jours, je ne sortais pas mais, j'ai vu que le mouvement se durcissait très vite, alors je me suis dit qu'il n'y avait pas de doute, qu'il fallait suivre. Pas besoin d'être syndiqué pour être dans le mouvement. Mais je reprendrai très certainement ma carte aux prochaines élections...*»

Correspondant GRENOBLE

● Progil, Neyrpic en lutte

Jeudi un vote était organisé à Progil sur la poursuite de la grève: 857 pour continuer, 310 pour continuer la lutte sous une autre forme et 536 pour l'arrêt de la grève.

La grève a été votée pour deux fois 32 heures, c'est-à-dire, jusqu'à la semaine prochaine. Les revendications: 300 F pour tous et levée du lock-out qui touche un atelier de 107 personnes.

A Neyrpic (Trust Alstom) des grèves courtes et répétées se poursuivent; elles mobilisent 30 à 50 % des travailleurs des ateliers et des bureaux. Mercredi, ils ont manifesté à plusieurs centaines dans Grenoble. Ils se battent pour les 40 heures (ils en font 41), pour le 13^e mois et les 300 F pour tous.

MOUVEMENTS A CHAUSSON REIMS ET ASNIERES

Profitant du fait que les carnets de commandes sont pleins, et qu'il est demandé à certains de travailler 50 heures par semaine, des ouvriers sont allés voir la direction, déposant un préavis de grève pour dans quinze jours. Réponse de la direction: «*2,5% d'augmentation pour vous comme pour tout le groupe!*»

On est loin des 300 francs demandé par les gars de Reims.

Sans attendre les 15 jours de préavis, des ouvriers ont décidé de mettre en place des piquets à 3 heures du matin, dès jeudi.

A 3 heures 15 les cadres, en commandos, découpaient la clôture pour faire entrer ceux qui le voulaient. 30% environ des ouvriers ont accepté de rentrer travailler dans ces conditions.

Dans la région parisienne au secteur outillage d'Asnières, les gars suivent massivement les débrayages qui durent généralement une demi-heure ou trois quart d'heure. Au début, on va voir la maîtrise, puis on va un peu plus haut à chaque fois. Notre revendication: 500 francs pour tous avec revalorisation du travail manuel (essentiellement sous forme de rallonge). La revendication de 500 francs d'augmentation passe assez bien chez les professionnels. Ce jeudi, il y a eu encore une heure de débrayage au secteur thermique au cours duquel les ouvriers sont partis en manifestation à la recherche du directeur de fabrication censé se promener quelque part dans les ateliers.

Apparemment, il n'y a pas de coordination au niveau syndical pour que les

mouvements démarrent en même temps. Vendredi à Asnières, une entrevue avec la direction est prévue et un débrayage doit l'appuyer. Aujourd'hui jeudi, certains disaient «*allez, on ferme*» ou «*prépare les jeux de cartes*». Un peu comme en 1975. Ceci dit, il n'est pas du tout sûr que cela aille, les gars se disent «*un atelier tout seul on ne peut pas gagner*». Les autres ateliers sont souvent plus sensibles au problème de l'emploi car il est question qu'ils soient mutés à Reims ou ailleurs.

On remarque qu'un certain nombre de militants du PCF font preuve d'une très grande combativité au point que certains voulaient aujourd'hui fermer les portes.

Correspondant CHAUSSON ASNIERES

GRENOBLE : THOMSON CSF EN GREVE

Grenoble, vendredi 8 heures

Jeudi des débrayages pour 200 F pour tous et une heure de moins par semaine, étaient suivis à la Sescosem et à DTE, tous deux situés dans la même enceinte. Les grévistes étaient 300 le matin et 400 le soir. Il y avait jeudi une grande détermination. Ce vendredi matin, ils déclaraient de mettre en place un piquet devant la porte unique, aux deux boîtes. Ce matin à 5 heures plusieurs dizaines d'ouvrières étaient là sous la pluie, pour assurer le piquet. Un certain nombre de cadres ont tenté de passer en force entraînant quelques non-grévistes; largement trop peu pour faire tourner les entreprises. Vers 6 h 30 le piquet s'était renforcé et les grévistes avaient décidé de fermer les portes avec des chaînes. Ils attendaient les cadres de l'équipe de jour.

Entre 7 heures et 7 h 30 les cars de la journée sont arrivés avec les travailleurs de la journée et une forte proportion de la maîtrise. Les grévistes étaient devant les grilles fermées avec des cadenas.

Il y a eu des affrontements assez violents provoqués par la maîtrise. Par ces affrontements la maîtrise a réussi à entraîner avec elle environ la moitié de l'équipe de la journée en passant par une petite porte.

Par la suite la direction a tenté d'ouvrir les grilles sans y parvenir.

En début de matinée, des militants syndicaux discutaient avec des non-grévistes rassemblés à la cantine. Il restait dehors plusieurs centaines de grévistes et environ une centaine d'hésitants.

Les grévistes scandaient: «*Tous en grève avec nous.*»

Les flics rôdaient dans le coin. Un huissier est venu. Personne n'a voulu donner son nom malgré les tentatives d'intimidation de la direction.

Il était prévu d'aller voir ceux de Merlin-Gérin de l'usine à côté, pour faire une manifestation en ville. Des piquets devaient se mettre en place pour le samedi matin afin d'empêcher les heures supplémentaires qui se font.

Corr. GRENOBLE

ORLEANS BOUGE

On assiste à de nombreux débrayages dans la région orléanaise. Selon la CGT, plus de 60 entreprises ont été en lutte au moins pendant une heure depuis le début octobre dans le Loiret. Jeudi, une trentaine d'entre elles auraient arrêté le travail entre 2 heures et 24 heures.

DEUX USINES DASSAULT OCCUPEES

Mercredi soir, les ouvriers de Dassault à Seclin (300 personnes) votaient l'occupation. Jeudi, c'est ceux d'Argenteuil qui se prononçaient majoritairement dans ce sens. Un nouveau vote devait être organisé vendredi.

● Coup de poing des mineurs CGT à Usinor Dunkerque

La fédération régionale des syndicats CGT des mineurs de fer de Lorraine, le syndicat CGT des mineurs de fer de l'Ouest et la fédération nationale des sous-sols occupent le quai minéralier d'Usinor Dunkerque depuis jeudi 3 heures du matin. Ils sont arrivés à 300 en bus et en voiture. Usinor, prévenu très peu de temps auparavant, a fait renvoyer les portiqueurs du quai minéralier (c'est par là que parvient tout le minerai livré à Usinor). Pour que les mineurs lorrains ne montent pas sur les bateaux, ordre a été donné de ramener toutes les échelles. Toutefois, les mineurs ont pu monter sur un bateau «*Le Redy*» qu'ils occupaient encore vers le milieu de la matinée de jeudi.

Tout le quai est bloqué. Même si les CRS intervenaient, ils ne pourraient pas les expulser. Arrivés très équipés avec sac à dos, bouteilles de gaz, les mineurs semblent avoir l'intention de tenir. Les banderoles qu'ils ont disposées indiquent qu'ils s'opposent aux importations de minerais, qu'ils sont pour la nationalisation de la sidérurgie, pour l'utilisation des ressources nationales...

Leur action bloque tous les bateaux attendus dans la journée. Les mineurs distribuaient un tract sur deux pages aux sidérurgistes d'Usinor Dunkerque en les appelant à une manifestation en ville jeudi et à débrayer pour y participer.

Correspondant DUNKERQUE

AIGUILLEURS

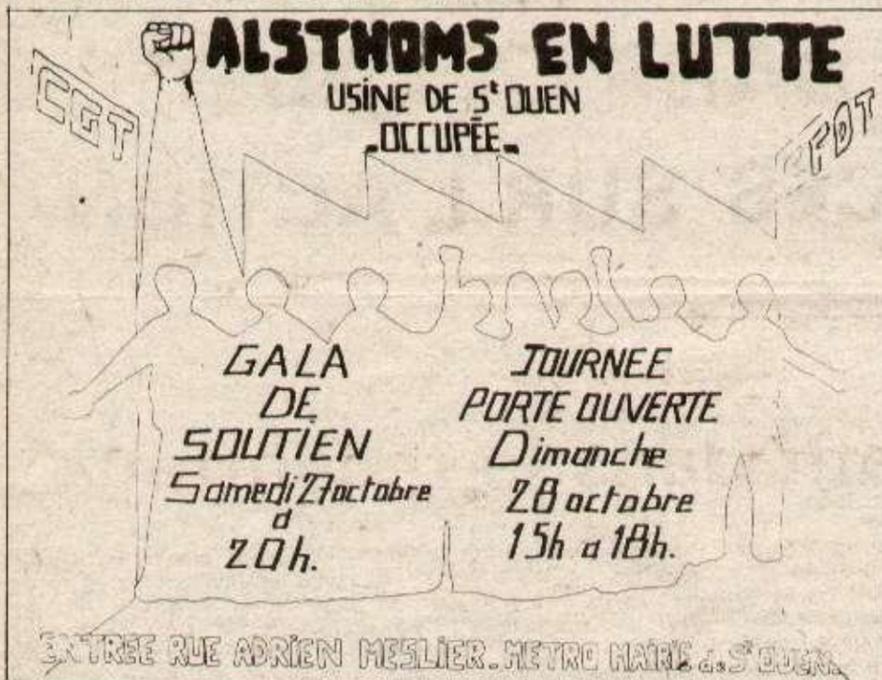
DU CIEL EN GREVE

Les aiguilleurs du ciel d'Athis-Mons (Essonne) ont arrêté le travail jeudi pendant une heure contre le plan de navigation aérienne, «*plan de pénurie*». Ce vendredi les arrêts de travail devaient être mieux suivis; en particulier les aiguilleurs affirment qu'en l'état actuel des choses, la sécurité des passagers n'est pas correctement assurée.

DES MILLIERS D'ELEVEURS MANIFESTENT A CHAROLLES

Des milliers de paysans venus des quatre départements de la région Rhône-Alpes ont manifesté en fin de semaine à Charolles (Saône-et-Loire) pour la garantie de leur pouvoir d'achat remis en cause par la chute à la production des cours de la viande bovine.

LUTTES OUVRIERES

A SAINT-OUEN
PREPARATION DE
LA JOURNEE
PORTE OUVERTE

Après avoir retenu environ une heure un directeur de l'usine UNELEC, beaucoup de grévistes pensent qu'il est vital aujourd'hui de monter d'un cran, d'organiser des actions plus spectaculaires. Et ceci après plusieurs constatations : d'une part le refus de la presse de parler de la lutte, d'autre part une possibilité que la direction décide de laisser pourrir le mouvement. Ambroise Roux, le PDG, étant le bras droit de Ceyrac, la lutte des Alsthom devient un test pour le CNPF.

La certitude de la part de nombreux grévistes que

pour gagner il faut se faire connaître, faire des actions d'éclat, permettra dans les jours qui viennent de faire avancer la lutte d'une étape. D'autre part la propagande sur la lutte doit être étroitement liée avec le rapport de force qu'il faut construire en cas d'expulsion par les flics. Des initiatives ont déjà été prises en ce sens en direction des usines Alsthom de la région parisienne. Une explication est faite sur la situation à Saint-Ouen, et dans les Alsthom du groupe il est demandé d'être solidaire avec nous en cas de venue des CRS.

Des réponses positives ont déjà été apportées par les sections syndicales du groupe. Les grévistes sont en ce moment très mobilisés sur la préparation du gala de samedi soir et de la journée porte-ouverte de dimanche. De ce point de vue, l'expérience des sidérurgistes de Longwy (invités à la porte-ouverte) sur la façon dont ils ont popularisé leur lutte permettra sûrement d'amener des perspectives intéressantes aux grévistes de l'Alsthom de Saint-Ouen.

Correspondant
ALSTHOM - ST-OUEN

ALSTHOM

BELFORT :
LA MONTEE SUR PARIS
MARDI,
SERA PROBABLEMENT
MASSIVE

On se souvient qu'en première instance, le tribunal des référés de Belfort avait refusé de prononcer l'expulsion des grévistes de l'Alsthom.

Le patron Schulz a naturellement fait appel de cette décision, devant la Cour d'appel de Besançon. Celle-ci devait statuer ce jeudi... Or, on apprenait que la Cour d'appel ne rendrait son appel que mercredi prochain, la veille du week-end de la Toussaint...

Cette décision est diversement commentée par les grévistes. Il est en effet désagréable de ne pas savoir à quoi s'en tenir pendant si longtemps. D'un autre côté ces retards trahissent probablement les

hésitations de la justice à intervenir contre une grève dont la manifestation de mercredi dernier devait montrer une nouvelle fois à quel point elle est populaire dans la région. Rappelons que l'on y compte plus de monde encore que lors des manifestations précédentes, manifestations qui étaient déjà exceptionnelles.

Ces derniers jours les discussions portaient en grande partie sur la suite du mouvement. Jusqu'où pourrait-on tenir ? Beaucoup pensent qu'il faudra passer le cap du mois d'octobre, mais que pour cela, il faudra redonner un nouveau souffle à la lutte. Car la volonté est toujours importante. Un autre point

occupe les esprits. Il s'agit de la montée sur Paris mardi prochain. Un certain nombre de grévistes rejetaient cette initiative en cause en affirmant qu'ils ne voyaient pas l'intérêt de se déplacer et que ce voyage coûterait extrêmement cher à la caisse de grève. Il semble que depuis que la municipalité de Chevenement a décidé de mettre autant de bus qu'ils le désiraient à la disposition des grévistes, un certain nombre d'hésitations aient été levées. Il est probable que la montée sur Paris sera assez massive. C'est du moins ce qui était prévisible vendredi matin.

Corresp. BELFORT

VICTOIRE REVENDICATIVE
CHEZ CITROËN-DANJOUTIN
(BELFORT)

La lutte de l'Alsthom avait été le déclic permettant de déclencher la lutte au garage Citroën, 77 salariés. Cette lutte avait démarré à la fois en signe de solidarité pour Alsthom, mais aussi sur leurs propres revendications (essentiellement 13^e mois et 200 F pour tous). Les gars de chez Citroën étaient déjà des familiers des piquets de grève d'Alsthom en particulier de l'atelier banderoles. Ils ont commencé leur grève le 12 octobre sans occuper, mais en étant sans cesse présent pour expliquer leur lutte aux éventuels clients. La grève a duré jusqu'au 23 octobre.

Elle s'est déroulée dans

l'enthousiasme des jeunes mécanos dont c'était la première action revendicative avec leur section CGT.

Un tract de popularisation a été distribué en ville et une collecte a été faite. Les grévistes ont décidé en fonction de la somme recueillie d'en reverser une partie pour soutenir la lutte d'Alsthom. Le patron du garage Citroën est un bon client de l'hôtel Mercure (où s'est réfugié une partie des cadres non-grévistes d'Alsthom) et il s'est laissé aller à dire aux grévistes qu'*«on lui avait conseillé de laisser pourrir le mouvement 8 jours»* avant de négocier sérieusement. Cependant ce n'est qu'un petit patron et au bout de

11 jours, il a lâché des résultats intéressants.

3 % d'augmentation avec un minimum de 125 F (base 173 h 33) et 50 F au premier janvier, c'est-à-dire 175 F sur les 200 F exigé.

— 500 F de plus sur la prime de fin d'année, qui passe de 1 400 à 1 900 F et devient un acquis ne pouvant être remis en cause. Le 3^e mois reste cependant un but à atteindre.

— Pas de sanctions ni de poursuites pour fait de grève. Pour la première action importante menée dans ce garage, le bilan de la grève est donc positif et encourageant pour l'avenir...

Corresp. BELFORT

SNECMA contre
«la prime de
présentisme»

Plusieurs milliers de travailleurs des différentes usines SNECMA (aéronautique) de la région parisienne ont manifesté jeudi. Ils entendaient lutter ainsi contre la clause de présentisme que veut leur imposer la direction. Si celle-ci était appliquée il ne serait plus possible d'obtenir de prime de fin d'année au-delà de 10 jours d'absence annuels quel qu'en soit le motif !

Depuis un an et demi, des centaines de salariés de Corbeil pratiquent les autoréductions d'horaires; une demi-heure hebdomadaire.

Air France

C'est finalement le 8 novembre que le personnel d'Air France arrêtera le travail pour 24 heures.

Les directions
syndicales des PTT
satisfaites
de la journée
de jeudi

Les syndicats CGT, CFDT, et FO des PTT s'estiment satisfaits de la manière dont la grève des PTT a été suivie jeudi. La CGT affirme que depuis la grande grève de 1974, jamais mouvement avait été aussi bien suivi en tout cas lorsque les journées d'action étaient circonscrites aux postes. Il semble que cela soit surtout dans les bureaux-gares et les services techniques que le mouvement a été le mieux suivi.

On évalue à 180 ou 200 000 le nombre des grévistes. A Paris une manifestation a regroupé des milliers de postiers de la

gare Montparnasse à l'avenue de Ségur (secrétariat d'Etat aux P et T).

Le CNPF, la presse écrite et parlée à son service se sont permis de profiter une fois encore de cette grève pour exiger la fin du monopole des PTT et la restriction du droit de grève dans la fonction publique.

C'est d'ailleurs parce que ce droit de grève est menacé dans la fonction publique, que la CGT organisait ce vendredi un rassemblement devant la Chambre des députés. La CFDT a refusé de s'y associer, jugent cette initiative prématurée.

Les forgerons de Gueugnon
marquent des points

Les flics sont intervenus dans la nuit de mercredi à jeudi aux Forges de Gueugnon (Saône-et-Loire). Ils venaient libérer cinq responsables de l'en-

treprise dont le PDG et un huissier «retenus» par les ouvriers. Depuis plusieurs semaines, les forgerons sont en grève.

Thomson à Lesquin :
nouvelles luttes

Ce sont les soudeurs et peintres de la Thomson qui se sont mis en grève à leur tour le mardi 23 pour que leurs 5 jours de lock-out soient payés. Aujourd'hui, la lutte continue donc pour les 30 ouvriers de l'atelier «formation-plastique» menacés de licenciement, et pour les soudeurs et les peintres.

Dans les autres secteurs de l'usine, le travail a repris pour l'instant. Il est à noter, qu'à l'heure actuel-

le, c'est un calendrier de discussions avec les organisations syndicales, en ce qui concerne les salaires; et à ce jour, il n'est pas question de payer les ouvriers lock-outés pendant les 5 jours.

Ainsi, il semble qu'actuellement, la direction ait réussi en partie son coup de force (le lock-out, et la reprise du travail), du fait qu'il existe de sérieux points de divergence entre les deux organisations syndicales de l'usine (CGT

et CFDT) sur la question de la lutte à mener à la Thomson; la CGT accusant la CFDT de «recentrage qui subordonne les revendications des travailleurs au chantage de la direction»...

Quoi qu'il en soit, il est à prévoir de nouvelles formes de lutte si le problème du licenciement des 23 ouvriers de l'atelier «formation-plastique» devait être tenu à l'écart des négociations en cours.

Correspondant LILLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

LE RECENTRAGE DANS LA CFDT ET SES CONSEQUENCES SUR L'ACTION

Il n'y a pas que du négatif dans le recentrage

La «nouvelle politique d'action» définie par la direction de la CFDT et plus connue sous le nom de «recentrage», continue d'alimenter les polémiques. Entre les arguments de ceux qui y sont farouchement opposés et ceux des militants qui se sont laissés finalement convaincre, il n'est pas facile de se faire un point de vue. Je voudrais livrer quelques éléments de réflexion qu'il me semble indispensable d'avoir en vue pour essayer de porter un jugement qui prenne en compte les différents aspects du dit recentrage.

D'abord, remettons-nous les choses en mémoire. On commence à entendre parler du recentrage dès avant les élections de mars 1978. D'aucuns prétendent alors que la direction confédérale veut ainsi se démarquer nettement du PCF et de la direction CGT qui lui est toute acquise, en vue d'avoir les mains libres (si l'on peut dire) quand les partis de gauche seront au pouvoir. D'autres (ou les mêmes) n'hésitent pas à accuser Edmond Maire de vouloir placer la CFDT pieds et poings liés sous la coupe du PS et plus précisément d'une de ses tendances. Quoi qu'il en soit, le fameux rapport Moreau est d'abord largement repoussé par le Conseil National de la CFDT.

LES BASES DU RECENTRAGE

Ce n'est qu'au mois d'avril, une fois la gauche battue aux élections que la direction revient à la charge en ayant quelque peu modifié le projet qui, finalement, est adopté à une confortable majorité.

Sur quels arguments Edmond Maire s'appuie-t-il pour obtenir ce revirement. Essentiellement, sur deux thèmes : 1° les partis de gauche ont enfermé les luttes revendicatives dans une stratégie électoraliste et ont finalement

leurs en ont pris un «rude coup sur la cafetière» avec la défaite de la gauche aux élections ; ils sont découragés et ne veulent plus lutter ; il faut donc définir une nouvelle tactique syndicale pour faire face à cette situation.

Quelques remarques : Tout est fait d'accord avec le premier point. J'y ajouterais que la direction de la CFDT, autant que celle de la CGT, a très bien contribué à la réussite de cette «stratégie électoraliste». La litanie des journées d'action dans presque toutes les branches, juste pour maintenir la pression «en attendant 1978», quand on faisait scander «programme

commun» pendant des semaines et des mois dans toutes les manifestations ; les directions syndicales en étaient bien à l'initiative, y compris la CFDT. Et qui a organisé le sabotage ouvert des grèves importantes comme celle de Michelin à Clermont-Ferrand en décembre 1977, de peur de voir les grèves se développer avant les élections ? Ils étaient pourtant bien partis les «bibs» ; pour une fois qu'il s'y mettaient vraiment. Non, vraiment, faudrait pas avoir la mémoire trop courte. Edmond Maire a bien aidé Georges Ségué dans la mise en œuvre de la «stratégie électoraliste».

Sur le deuxième point, je ne suis pas très d'accord. On ne peut pas nier que l'échec de la gauche ait «secoué» les travailleurs. On ne peut pas avoir le raisonnement simpliste : «Austérité, plan Barre = révolte, combativité» ; il n'y a qu'à appuyer sur le bouton pour que ça démarre ; et si ça ne démarre pas, c'est uniquement parce que certains, en haut, ne veulent pas. Tout cela, c'est vrai. Mais quand même ! On n'a pas rêvé ! Deux mois après les élections et le «choc» pour la classe ouvrière, il y a bien eu une vague de grèves. Et pas des petites ! Renault, les Arsenaux, Moulinex, on n'a pas eu la berlué, cela a bien existé.

Et là, le raisonnement du recentrage coince un peu. Huit jours avant le démarrage de ces luttes, Maire nous expliquait en long et en large et en travers que c'était l'abatement général chez les travailleurs, qu'il y en aurait pour longtemps avant de remonter la pente... Une précision supplémentaire : on ne peut arguer, à mon avis, du résultat pour l'essentiel négatif de ces grèves (peu de revendications ont été obtenues), pour nier l'existence même de la combativité des travailleurs à ce moment-là. Le problème qui se posait alors, comme dans toute lutte, c'est d'analyser correctement la situation, de prendre en compte les difficultés qui se présentent, non pour dire «vous voyez bien que c'est trop difficile et qu'on n'y arrivera pas», mais pour leur trouver des solutions en s'appuyant sur ce qui existe. Sinon, on nie tout. Quand même, quand les travailleurs de presque toutes les usines de la Régie sont en grève, ce n'est pas la même chose que lorsqu'ils n'y sont pas. C'est élémentaire comme idée, mais il faut le rappeler à ceux qui ont tendance à l'oublier. Comment qualifier l'attitude qui consiste à proposer, au moment où des milliers de travailleurs se mettent

en grève à «donner cent jours à Barre pour faire ses preuves» ?

Je le dis sans la moindre hésitation : l'échec revendicatif des grèves du printemps 1978 (comme tant d'autres) est le fait des directions syndicales. Ces grèves ne rentraient pas dans leur cadre. Le choc électoral, ce sont surtout elles qui l'ont ramassé. Plus de perspective politique de gauche ; dans quel cadre ces grèves pourraient-elles bien s'inscrire, à quoi pouvaient-elles bien servir ? Les revendications des travailleurs ? Ce n'est pas tellement ce qui les préoccupe. Je ne crois pas que ce soit «ultra-gauche» que de constater cette amère réalité.

UNE CONCEPTION FIGEE DE LA LUTTE SYNDICALE

La «nouvelle politique d'action» de la CFDT se définit sur le terrain dans les faits, par une conception complètement figée de l'action syndicale. Puisque les travailleurs ne bougent pas, il faut garantir les acquis, essayer d'obtenir des choses par tous les moyens pour «redonner confiance». En premier lieu en développant au maximum les négociations. D'où la frénésie des tapis verts constatée depuis 1978 dans les états-majors de la CFDT. D'où également, les attitudes ambiguës sur le perron de l'hôtel Matignon ou lorsque Maire reçoit des compliments giscardiens.

Disons-le clairement : la direction de la CFDT veut nous faire prendre les vessies pour des lanternes. N'importe quel militant sait que ce qui est obtenu à un moment donné par les travailleurs, ce que la bourgeoisie concède, est le fait du rapport des forces à ce moment précis ; pas toujours forcément au niveau d'une boîte seulement d'ailleurs. Mais les patrons savent parfaitement à quoi s'en tenir quant aux conditions dans lesquelles ils exploitent les travailleurs. Les arguments les plus solides, les dossiers les mieux constitués, ce n'est pas cela qui fait reculer les capitalistes. C'est une escroquerie que de vouloir le faire croire aux travailleurs. Ou alors, on veut faire comprendre aux capitalistes qu'ils gèrent mal leurs affaires, que s'ils les géraient mieux, tout le monde y trouverait son compte, patrons et ouvriers. D'après ce que j'en sais, cela s'appelle de la collaboration de classes. Les camarades de la sidérurgie en savent quelque chose. Je ne parle pas de la convention sociale que la FGM a signée ; ça se discute, ce n'est pas forcément entièrement négatif. Je parle des propos de

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Chérèque qui, expliquant qu'il ne fallait pas «se battre le dos au mur» en venait à préconiser, en plein développement de l'action, que la solution pour Usinor-Denain, c'était de «garder un noyau solide» de 4000 ou 5000 travailleurs.

Pour conclure sur ce point, je voudrais rappeler ce que disait Edmond Maire il y a quelques mois parlant de ce qui constitue le fondement du recentrage. Où nous conduirait un développement désordonné et anarchique des grèves, disait-il en substance, alors qu'il n'y a pas de perspective politique crédible. Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur le «crédible». En tout cas, si ce n'est pas de la «stratégie électoraliste» ça, il faudrait nous expliquer ce que c'est.

DES ASPECTS POSITIFS

On se doute un peu des motivations réelles qui ont conduit la direction de la CFDT au recentrage. Cela dit, il n'y a pas que du négatif dans cette affaire. Il y a même des choses très intéressantes. C'est contradictoire ? Oui sans doute, mais c'est le reflet de la réalité. Si les choses étaient très simples, (tout blanc ou tout noir) ce serait plus facile. Or, nous évoluons dans une situation politique complexe et chaque phénomène doit être examiné sous tous ses aspects et en le replaçant dans le contexte d'ensemble. Pris en soi, tout seul, le recentrage, c'est un sérieux coup de barre vers la collaboration de classes. Replacé dans le contexte d'aujourd'hui, il comporte des aspects intéressants sur lesquels peuvent s'appuyer ceux qui veulent vraiment aider à développer les luttes et surtout, à les faire gagner.

Ainsi, pour appuyer sa démonstration et bien se démarquer du camp PCF et CGT, la direction de la CFDT met en avant toute une série d'arguments tout à fait justes. Halte aux «grand-messes incantatoires», assez de «manœuvres politiques tendant à récupérer les luttes des travailleurs à des fins de politiciannerie», «nous en serons pas la pièce dans les querelles des partis de la gauche»... On pourrait en citer d'autres. C'est positif ça ; et cela touche de nombreux militants de la CFDT là où il faut, à l'endroit sensible.

Le PCF l'a bien senti qui s'est lancé à plusieurs reprises dans des attaques virulentes contre Maire en pratiquant l'amalgame et en criant très fort qu'il était le seul à vouloir lutter. Actuelle-

ment, une bataille se déroule entre différentes conceptions de l'action syndicale, de la lutte revendicative. Dans les colonnes de l'Humanité il est fait un vaste amalgame de toutes les luttes qui se développent. On met tout sur le même plan, les 2 heures de débrayage dans telle usine, la journée d'action dans l'EDF, la grève illimitée à l'Alsthom-Belfort. Je regrette profondément mais je ne suis pas d'accord avec cette manière de voir les choses. Oui tout cela participe d'un développement général du mécontentement des travailleurs et des luttes ; non, tout ne doit pas être mis sur le même plan. La journée d'action à l'EDF et la grève illimitée à l'Alsthom-Belfort, ce n'est pas la même chose. Dans un cas, il est très probable que les revendications n'avanceront pas d'un poil ; dans l'autre les travailleurs essaient de se donner les moyens d'une victoire. Le critère, c'est celui de l'efficacité. Sur ce point précis, je suis d'accord avec le recentrage.

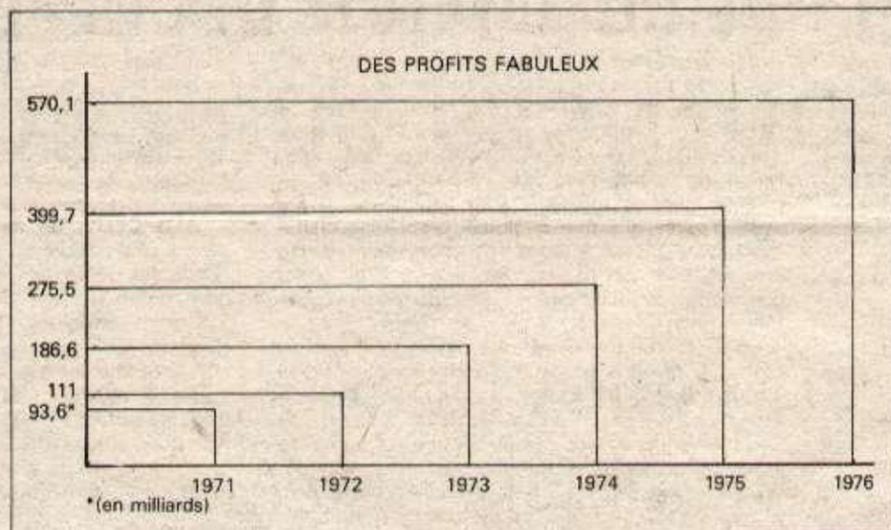
Le choix pour les militants, en fin de compte, n'est pas entre une CGT qui voudrait «globaliser» la lutte et une CFDT qui voudrait négocier dans n'importe quelles conditions sans rapport de forces. Si l'on s'en tient à ces termes, on est perdu d'avance dans un cas comme dans l'autre. Le seul choix possible, à mon avis, c'est la prise en compte des difficultés, pour leur trouver des solutions, sur la base d'une mise en mouvement des travailleurs, sur la base de ce qui existe, et non de temporiser, d'attendre que tout le monde se mette d'accord avant d'y aller.

Cela dit, pour conclure, l'aspect positif du recentrage, c'est qu'il remet en cause toute une problématique syndicale, fondée sur la prise du pouvoir par les partis de gauche, et l'impassé dans laquelle elle conduit les travailleurs. De ce fait, il situe les problèmes sur le terrain directement politique. En ce sens, à mon avis, il crée des conditions favorables pour les militants préoccupés par la définition de nouveaux moyens d'action, de perspectives de lutte, nouvelles qui prennent en compte les difficultés, le niveau où en est la masse des travailleurs à un moment donné, non pour en tirer la conclusion archi fautive qu'il n'est pas possible d'avancer, mais au contraire pour aller de l'avant, poser les vrais problèmes et marquer effectivement des points contre la bourgeoisie.

ALSTHOM-ATLANTIQUE : L'UN DES HUIT SECTEURS DU MONSTRE C.G.E.

Depuis trois semaines pour Belfort, deux pour d'autres, des milliers de travailleurs du trust Alsthom-Atlantique sont en lutte pour les salaires, la cinquième semaine de congés payés, le 13^e mois. Mais qu'est-ce que le trust Alsthom-Atlantique que doivent affronter les travailleurs en lutte ? Et qu'est-ce que la CGE (Compagnie Générale d'Electricité) dont Alsthom-Atlantique n'est elle-même qu'une partie ? Nous donnons ici quelques indications.

De la construction navale aux centrales nucléaires



Le trust Alsthom Atlantique (fusion en 1976 d'Alsthom et des Chantiers de l'Atlantique) contrôle en totalité ou en partie des centaines d'entreprises réparties dans une dizaine de secteurs de production (secteurs de production très fondamentaux). Nous en donnons un aperçu non complet ci-dessous.

● Société des Ateliers et Fonderies de Tamaris (Gard)
● Neyrpic (Grenoble)
● Novatome (avec Creusot-Loire)

EQUIPEMENT ELECTRIQUE

- Alsthom Savoisiennne
- Delle Alsthom Unelec
- DASA (Brésil)
- Société d'entreprise générale Hydroélectrique (avec Creusot-Loire)
- CGEE Alsthom
- Garbe Lahmeyer (RFA)

CONSTRUCTION NAVALE

- Les chantiers de l'Atlantique (St Nazaire)

MATERIEL DE TRANSPORTS ET FERROVIAIRES

- Alsthom traction export
- Sorefame (Portugal)

MATERIEL ELECTROMECHANIQUE

- Alsthom, CEM

ENERGIE ET EQUIPEMENTS MECANQUES

- Rateau (région parisienne)

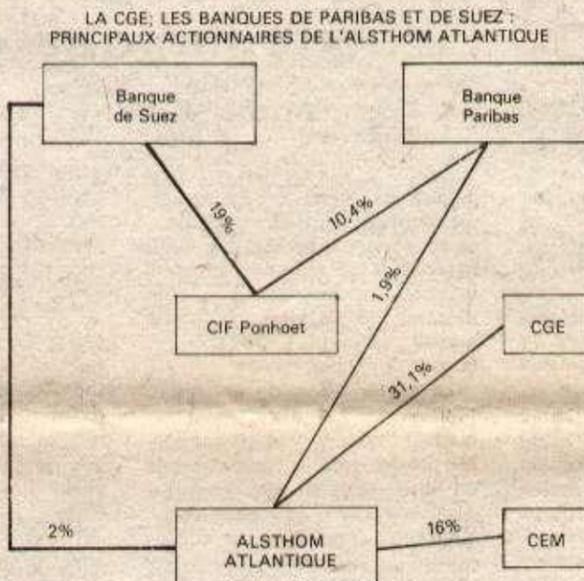
CENTRALES ENERGETIQUES

- Alsthom CEM
- Stein Industrie

PRESENT DANS PLUS DE 30 PAYS

● Alsthom a le monopole de la fabrication, dans notre pays, des Turbo Alternateurs utilisés pour les centrales thermiques et les centrales nucléaires.

- Il contrôle directement 35% de la construction na-



vale française, et indirectement 50%.

1977 : 8485 millions de francs.

● Il est le premier constructeur européen de matériel ferroviaire (Alsthom Belfort avec les locomotives, le TGV, les rames corail).

● Pour donner une idée de l'importance du trust, il faut souligner qu'il est présent, par ses usines, en RFA, au Canada, au Brésil, au Portugal, en Argentine et en Indonésie. Il a des agences diverses dans 30 pays.

- Les effectifs : 60.300
- Le chiffre d'affaires en

Alsthom Atlantique : 1 des 8 secteurs de la CGE

Les secteurs de production du trust Alsthom Atlantique peuvent être regroupés dans deux grands secteurs : l'électromécanique et la construction navale. On a vu l'importance du trust en ce domaine. L'Alsthom Atlantique et le secteur de la construction navale et de l'électromécanique qu'elle représente, n'est pourtant qu'un des secteurs d'un groupe encore plus puissant qui chapeaute le tout : la Compagnie Générale d'Electricité. La CGE contrôle totalement ou partiellement, outre l'électromécanique et la construction navale, des milliers d'entreprises dans huit autres secteurs de production, qui, presque tous, sont fondamentaux dans l'industrie de notre pays.

Nous donnons ci-dessous un aperçu général des secteurs de production de la CGE.

La Compagnie Générale d'Electricité en quelques chiffres

- Premier constructeur français d'équipements industriels.
- Le numéro 5 des entreprises françaises pour les effectifs et le 15^e pour les capitaux propres.
- Le n° 5 de la construction Electrique Européenne.
- Le 3^e exportateur français.
- Plus de 200 sociétés (145 en France, et 60 à l'étranger).
- 172 000 salariés.
- Chiffre d'affaires : 32 674 millions de francs en 1977.
- La CGE contrôle le 1^{er} des chantiers navals français avec les chantiers de St-Nazaire et réalise la presque totalité de l'équipement électrique des centrales nucléaires avec la CGEE Alsthom.
- La CGE est enfin l'unique fabricant de groupes turbo-alternateurs qui équipent les centrales EDF.

GRUPE CGE	Energie	Equipement industriel	Communications Transports	Télécommunications	Equipement collectif	Recherche	Bâtiment Equipement domestique
Electromécanique (Alsthom Atlantique)	centrales complètes disjoncteurs réacteurs chaudières	postes électriques machines-manutention fours	locomotives métros signalisation	centraux de commutation téléphonique	groupes électrogènes irrigation adduction	recherche nucléaire	équipement basse tension
Entreprise Electrique	lignes postes centrales	construction et aménagement d'usines	électrification et pose de voies ferrées	lignes aériennes	éclairage public	équipement de laboratoires	
Entreprise			autoroutes	centraux téléphoniques	bâtiments collectifs	laser grande puissance	antennes collectives
Electronique	contrôles-commandes		péages régulation de trafic	commutations électroniques			
Fils et Cables	cables aériens terrestres et sous-marins			cables téléphoniques cables sous-marins			
Accumulateurs et Piles	accumulateurs au plomb et alcalins	énergie de secours	batteries pour véhicules		éclairage		sécurité d'immeubles
Matériaux et Isolants	isolateurs joints (génie nucléaire)	joints spéciaux	idem				étanchéité et pièces céramiques pour électroménager
Services	recherche et développement	traitement de l'information		étude de systèmes de télécommunications	ensemble de services informatiques		distribution et représentation commerciale

Les incontrôlables fissures du nucléaire

L'affaire des fissures existant dans certaines pièces essentielles des réacteurs nucléaires du type PWR (filiale américaine) en fonctionnement ou en voie de mise en service en France revient au premier plan de l'actualité, avec l'opposition des syndicalistes CFDT au chargement en combustible de la centrale de Gravelines, actuellement en cours sur décision de la direction d'EDF, et qui avait été suspendu il y a quinze jours après la protestation des personnels concernés. Que sont ces défauts ? Quels risques entraînent-ils ? Comment sont-ils pris en compte par la direction d'EDF ? Les documents rendus publics par la CFDT éclairent crûment l'irresponsabilité des pouvoirs publics, engagés dans la course contre la montre du nucléaire.

QUELS RISQUES EDF NOUS FAIT-ELLE COURIR ?

Les révélations de la CFDT

«*Risque industriel*» ou *risque d'accident* ? C'est à cette première question que répond notamment la CFDT dans le commentaire dont elle a accompagné plusieurs documents officiels rendus publics par ses soins au cours d'une récente conférence de presse. «Si l'on est amené à arrêter tous les réacteurs qui ont a priori des fissures et n'auraient pas été réparés avant le chargement, on arrive après fin 1980 au chiffre de 11 réacteurs de 900MW qui n'auraient fonctionné qu'un petit nombre d'années. Chaque réacteur coûte environ 3 milliards de francs et doit produire 5 milliards de kWh par an. Voilà pour le «risque industriel» : en chargeant les réacteurs sans procéder préalablement aux vérifications et réparations nécessaires, la direction d'EDF pourrait bien être en train de prendre le pari d'un énorme gaspillage.

Mais il y a plus grave : «Les services de sûreté nucléaire confirment bien que les conséquences des ruptures, soit au niveau des tubulures, soit au niveau de la plaque tubulaire, ne sont pas prévues dans les études d'accidents. Cela signifie que dans la conception du réacteur et dans les parades mises au point en cas d'accident, il n'y a pas de parade prévue à une rupture de ces pièces.

Dans le cas du perçage du revêtement des tubulures de la cuve, il y aura corrosion rapide de la cuve avec risque de son éclatement (accident fantastique jamais pris en compte comme accident de référence) ; au mieux, il y aura transport par le milieu primaire de produits actifs venant de la corrosion de la cuve et le personnel d'exploitation serait alors conduit à prendre des doses énormes de radioactivité à chaque intervention» estime la CFDT. Par ailleurs, «la rupture ou même une fuite importante sur les plaques tubulaires des générateurs de vapeur auraient pour conséquences la projection de l'eau du circuit (radioactive) dans l'atmosphère extérieure».

Or, fait remarquer la CFDT, «les documents officiels nous apprennent qu'aucun contrôle direct n'est pénible pour le moment dans les congés des tubu-

lures de sortie et qu'en même temps, c'est sur ces tubulures et à cet endroit que la présence de fissures pose le plus de problèmes. C'est là que la propagation de la fissure percerait l'acier inox en 5 à 6 ans selon certains calculs, 3 à 5 selon d'autres. Autant dire que l'on n'en sait pas grand chose».

Et justement, (...) On ne sait actuellement pas quelle est l'importance des fissures sur les six réacteurs en fonctionnement (Fessenheim 1 et 2, Bugey 2, 3, 4 5) et on ne saura pas quelle est l'importance des fissures sur les réacteurs que l'on va charger sans avoir fait les mesures préliminaires, permettant au moins de pouvoir mesurer l'évolution de ces fissures au cours de la marche du réacteur : on va démarrer en aveugle.

Contre le chargement du réacteur n°1

GRAVELINES : LA SALLE DE COMMANDE OCCUPEE

Jeudi, en début d'après-midi, une partie du personnel de la centrale occupait la salle de commande de la tranche n°1, à l'appel de la CFDT. Le matin, les organisations syndicales avaient été prévenues par la direction que l'opération de chargement de l'uranium stocké en piscine, dans le réacteur, était imminente. Il n'y avait d'après elle que quelques problèmes chimiques assez faciles à régler. Le chargement devait être effectué non pas par des agents EDF, mais, comme le prévoit le contrat, par des employés de Framatome.

La CFDT de Gravelines refuse le chargement du réacteur, puisque le dépouillement des contrôles «destructeurs», par radio et ultra-sons, effectués en usine sur des pièces similaires, n'est pas terminé, et ne le sera pas avant une quinzaine de jours. On ne sait donc toujours rien de sérieux sur les fameuses fissures et leur évolution possible. Malgré tout, pour EDF, ces défauts ne posent pas de problèmes sur le plan de la sûreté.

De son côté, la section CGT s'est prononcée pour le chargement, en arguant qu'il serait toujours temps de se mettre en grève au moment de la «divergence», c'est-à-dire après le chargement de combustible et les divers essais, lorsque débute le processus de fission au niveau du combustible.

À la CFDT, on fait remarquer qu'il sera sans doute plus difficile de mobiliser les travailleurs à ce stade, et qu'on ne peut accepter le chargement tant qu'on n'a pas de garantie minimum sur les contrôles effectués. Pour elle, le problème est donc de tenir l'occupation de la salle de commande suffisamment longtemps pour gêner la mise en route du réacteur. Jeudi après-midi, de très nombreuses sections CFDT de l'EDF s'informaient de la situation auprès de ceux de Gravelines, dans la perspective de la grève de quatre heures lancée pour vendredi matin par la FGE. (CFDT - Energie)

Monique CHERAN

Fiche technique établie par la CFDT

I - Les générateurs de vapeur

La pièce concernée est une galette de métal de 3,5 m. de diamètre et de 0,53 m de hauteur. Elle est percée de 6776 trous de 22,22 mm de diamètre. Compte tenu du «pas» (32,5 mm) des perçages de tube, les parties métalliques les plus fines ont une largeur de 10 mm environ.

La partie basse de la plaque tubulaire qui est directement en contact avec le fluide primaire est protégée de la corrosion par un revêtement en «inconel». Le dépôt de cette couche métallique protectrice est appelé «beurrage». L'épaisseur du revêtement est de 10 mm. Son

dépôt s'effectue en deux «passes». La première assure le contact entre le métal de base et l'inconel. La deuxième passe consiste en une soudure «inconel-inconel».

Comme toute opération de soudure, le dépôt de métal à fusion induit des contraintes thermiques importantes. Cette difficulté est en majeure partie réduite par une montée progressive en température de la plaque avant l'opération de beurrage. C'est le préchauffage. La pièce est maintenue en température (200° environ) pendant le dépôt d'inconel.

L'opération terminée, il est nécessaire de baisser très progressivement la température de la plaque. Le post-chauffage, ou détentionnement, consiste à placer le générateur de vapeur dans un four, à température adéquate (environ 600° C) de façon à homogénéiser la structure et à réduire les tensions internes. Ce traitement peut durer de un à plusieurs jours.

Le préchauffage et surtout le post-chauffage sont des opérations qui réduisent le risque de fissures.

La découverte des fissures a été fortuite. Cette constatation date de 1978. Depuis, toutes les plaques de générateurs qui étaient en usine ont été testées et réparées.

Un certain nombre de générateurs de vapeur déjà munis de leurs tubes et soudés ont donc été laissés vraisemblablement dans l'état en fin de fabrication et montés sur les réacteurs.

Chaque tubulaire avait entre 30 et 200 défauts. Le test était effectué par magnétoscope après avoir retiré le beurrage. La longueur des défauts variait jusqu'à 15 à 20 mm de long pour 6 à 8 mm de profondeur.

POURQUOI CES FISSURES ?

Pour des impératifs de planning et certainement aussi pour des motifs économiques, la deuxième passe (inconel-inconel) s'est effectuée sans pré et post-chauffage. Ceci s'appelle pudiquement un «allègement» du procédé. Cette hypothèse est corroborée par les réparations qui ont été faites dans les règles de l'art et qui se traduisent par un nombre faible de fissures. Il

n'est pas évident cependant que les techniques de contrôle permettent de révéler la totalité des défauts.

LES PLAQUES TUBULAIRES EN SERVICE

Nous ignorons de quand date «l'allègement» du procédé. Il est cependant très probable que des plaques défectueuses ont été usinées et montées. Le contrôle de la plaque montée est pratiquement impossible.

L'ÉVOLUTION DES FISSURES ET LEURS CONSÉQUENCES

Le premier risque est relatif au débouché de la fissure dans l'inconel. En effet, la barrière contre la corrosion n'est plus assurée. L'eau vient mouiller la ou les fissures débouchantes. La corrosion s'accélère alors très rapidement.

LES TUBULURES DE CUVES

Ces pièces ne subissent pas de fragilisation importante du fait de l'irradiation mais sont soumises aux autres contraintes (variation de température et pression). Notamment, le poids du réacteur repose sur ces 6 parties. Le point le plus délicat de cette pièce est particulièrement difficile à mesurer. C'est le «nez» de la tubulure qui débouche dans la cuve. Le contrôle de cette partie est très difficilement réalisable mais est néanmoins exigé par le code ASME USA et non exigé en France !

Une fois la fissure détectée, la question qui se pose est : comment cette fissure évoluera. Il est pour cela nécessaire de mesurer ses dimensions avant l'irradiation ! Il n'existe pas de modèle mathématique capable de décrire valablement l'évolution dans l'espace et dans le temps des fissures.

Q Dans le cas du tube, comme pour la plaque tubulaire de générateur de vapeur, la fissure devient très évolutive si le beurrage vient à être percé.

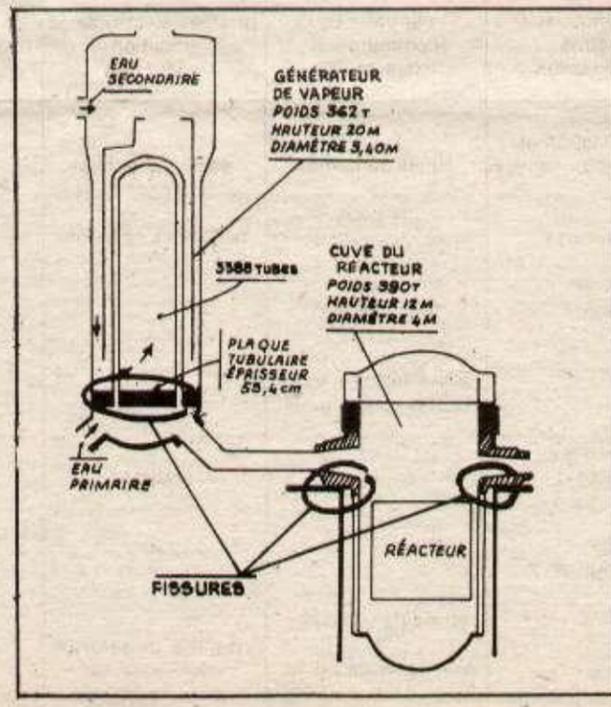
Les problèmes posés par le contrôle non destructif sont très délicats. La réparation est difficile. Ces difficultés seront beaucoup plus grandes lorsque le réacteur aura fonctionné, toute intervention humaine directe étant exclue !

Pour lire ces documents

Le réacteur est l'endroit où se produit la réaction nucléaire, le «cœur» de la centrale. Il y circule en permanence une eau sous pression, dans un circuit appelé «circuit primaire», ou «primaire» tout court. Cette eau est hautement radioactive.

L'eau du primaire est amenée par une tuyauterie à un générateur de vapeur, où elle vient chauffer l'eau d'un autre circuit, le «secondaire», qui servira à faire tourner les turbines électriques. Les «tubulures» dont il est question sont la tuyauterie entre le réacteur et le générateur de vapeur. On appelle «congés» leurs raccordements avec la cuve du réacteur.

Entre le «primaire» et le «secondaire», la «plaque tubulaire», pièce d'acier située à la base du générateur et percée de milliers de trous permettant la circulation de la chaleur entre les deux circuits.



Dans notre prochaine édition :

Ce que disent les circulaires



Dossier du Quotidien du Peuple

Circulaires et projets de lois organisent une médecine hospitalière au rabais

HOPITAUX : L'ETRANGLEMENT FINANCIER

Par Marc LEVIGAN

LA TRONCHE (GRENOBLE) : UNE INFIRMIERE POUR 90 LITS

Interview de syndicalistes CFDT du Centre Hospitalier Régional

S. Veil a passé son temps au ministère de la Santé à mettre au point tout un arsenal de mesures qui remettent en cause aussi bien la Sécurité sociale que l'hospitalisation publique.

Barre et Barrot poursuivent cette sale besogne. La conséquence en est un appauvrissement général et brutal du secteur de la santé.

- Soins réduits, de qualité encore plus médiocre.
- Licenciements massifs, alors que le manque de personnel est déjà criant.
- L'équipement hospitalier remis en cause à terme.

Neuf et moderne : l'hôpital de Rennes (ZUP-Sud). 500 lits. Prêt fin novembre. Ouvrira (peut-être) fin mars. Cause du retard : pas de crédits pour le personnel.

Le déficit de la Sécurité Sociale, ce véritable serpent de mer, est bien utile pour certains. Combien d'attaques, plus brutales les unes que les autres, contre le droit à la santé, déjà très précaire dans les familles ouvrières, ont-elles déjà été portées en son nom ! Et pourtant, le déficit est toujours là !...

Après les récentes augmentations des cotisations, la diminution conjointe des prestations, c'est aujourd'hui l'hospitalisation publique qui est dans le colimateur gouvernemental. Barrot poursuit la besogne que S. Veil a déjà bien engagée : rentabiliser le système sanitaire et social ; les capitaux ainsi dégagés seront autant de subventions supplémentaires accordées aux industriels pour conduire le redéploiement. N'est-ce pas là le vœu maintes fois réitéré du CNPF ?

L'hôpital est sur le banc des accusés. «Hôpital, monstre dévoreur de dépense sociale», «lieu de gaspillage». Rarement campagne gouvernementale n'aura atteint une telle violence. Elle est tout simplement à la mesure de l'attaque sans précédent qui se prépare contre l'hospitalisation publique et qu'il s'agit pour les Barre, Barrot d'essayer de faire admettre aux travailleurs.

S. Veil avait bien déclaré à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1979 : «Nous n'avons pas du tout l'intention d'imposer aux conseils d'administration des Hôpitaux d'importantes fermetures de services. Loin de nous l'idée de dire il y a deux cents lits de trop ici, ou «tel établissement est devenu superflu». Où en sommes-nous 5 mois après ce discours «optimiste» et alors

que les différents projets de lois n'ont pas été encore adoptés par le parlement ?

Déjà, des mesures d'une extrême gravité sont mises en œuvre. — Le blocage des budgets 1979, imposé par Barre dans une lettre du 25 juillet aux préfets, s'est soldé dès septembre par au moins 3000 licenciements d'auxiliaires, par la fermeture de milliers de lits, quand ce ne sont pas des services entiers dans de nombreux hôpitaux, comme à Châlons/ Marne, les services de cardiologie et de pneumologie. L'hôpital d'Apt dans les Hautes Alpes est aujourd'hui réduit à un hospice de 80 lits.

Toujours le 21 juin, S. Veil affirmait : «Il nous faut ne pas accepter les dépenses inutiles». De quoi est-il question ? A Dunkerque, au cœur de la si-

dérurgie, alors que les risques d'accidents sont permanents, un service de soins aux grands brûlés, récemment construit, n'est pas ouvert, les blessés sont transférés sur Lille avec tous les risques que cela comporte. Serait-ce là une «dépense inutile» ? Ou ne s'agit-il pas plutôt d'un manque scandaleux de crédits qui ne permet pas d'embaucher le personnel nécessaire ?

— Et ce n'est qu'un début, si l'on s'en tient aux différentes circulaires, projets de lois déjà discutés à l'Assemblée nationale et qui pourraient être adoptés au cours de cette session : circulaire du 29 mars relative au budget et à l'activité des établissements publics, projet de lois sur les équipements sanitaires, projet de budget global.

Comment se concrétisent aujourd'hui les mesures de restrictions dans les hôpitaux ?

A deux niveaux. Celui du personnel pour qui les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, et celui du malade pour qui les conditions d'hospitalisation, de guérison, deviennent de plus en plus approximatives. Il arrive que dans un service de médecine, il y ait une infirmière pour 90 lits. Dans un service de chirurgie, par exemple, où il y a 32 lits, nous ne sommes presque régulièrement que deux infirmières et trois aides-soignants. Un tel service veut dire une moyenne de 11 interventions allant jusqu'à six interventions. Comment s'occuper correctement de surveillances opératoires, des pan-

d'hospitalisation sont de plus en plus courtes, et donc les entrées de plus en plus nombreuses.

Quelles sont les conséquences pour le personnel ?

D'une part, nous ne pouvons pas travailler correctement ; il y a de moins en moins de matériel : pénurie de matériel médical (moins de coton, de compresses, retard de livraison en produits pharmaceutiques), pénurie de matériel d'entretien (pas assez de javel, de gants de ménage, pas de savon...). D'autre part, du fait du manque d'entretien, nous sommes surchargés de travail, cela entraînant une tension, une fatigue insupportables. Par exemple, à la restauration, où ils devraient travailler à 17 au minimum, 14 agents assurent le travail des deux selfs. Récemment, deux agents ont eu une crise de nerfs et l'une d'elles a été transportée au pavillon d'urgence.

Ces conditions de travail ont-elles des répercussions sur les conditions d'hospitalisations ?

Bien sûr, pour les malades, c'est l'insécurité permanente. Dans un service, par exemple, un étudiant faisant fonction d'infirmier travaillant la nuit a fait pendant le mois d'août 6 nuits, puis a eu un jour de repos, puis a travaillé 6 nuits, puis un jour de repos, puis deux nuits (la normale étant 4 nuits et 3 jours de repos). Comment répondre correctement aux besoins des usagers dans de telles conditions ? Les malades font également les frais des restrictions en matériel ; on rogne jusque sur la nourriture, on comptabilise les morceaux de sucre !

Peut-on dire qu'il y a aussi insécurité de l'emploi dans le secteur public ?

Certainement. Actuellement, l'embauche du personnel sous la forme d'auxiliaire se généralise. Ce sont des contrats de 6 mois renouvelables qui impliquent le li-

ciement à n'importe quel moment. Ce sont aussi des AHS qui sont encore stagiaires après un an et demi de travail. Ce sont des gens qui partent en disponibilité et qui, le moment venu de reprendre leur travail, ont leur disponibilité prolongée arbitrairement par la direction.

Des actions ont-elles été menées sur ces restrictions ?

Depuis juin, juillet, la CFDT avec la CGT ont commencé des actions contre ces circulaires d'austérité, contre les restrictions budgétaires. Nous avons pendant les vacances lancé un travail d'enquête sur les effectifs et, depuis la rentrée, en assemblées générales (comptant 150 à 200 travailleurs) nous avons sensibilisé le personnel sur ces problèmes. Nous avons fait un rassemblement le jour où le conseil d'administration (CA) se réunissait pour discuter d'un nouveau budget supplémentaire. Nous avons présenté une motion demandant au CA de se prononcer contre cette politique d'austérité, cette motion a été repoussée.

C'est une lutte que vous menez en inter-syndicale ?

Au départ, avant et pendant les vacances, l'unité n'était pas facile. La CGT se mobilisant plus sur des appels nationaux. Nous ne nous voyions que ponctuellement, sans suivi. Aujourd'hui, nos relations se sont améliorées, nous nous voyons régulièrement. Nous faisons nos AG et nos tracts ensemble. Il nous faudra être vigilants pour une action continue et coordonnée.

Qu'en est-il de la mobilisation ?

Actuellement, nous en sommes plus à un travail de sensibilisation. Une des difficultés réside dans le fait que nous avons à faire à un CA de gauche (PS-PC), hormis les médecins UDF ou RPR qui se retranchent derrière le pouvoir ministériel et qui font semblant.

d'être du côté des travailleurs. Par exemple, les représentants du PS et du PC ont voté pour notre motion ; Dubedout, maire de Grenoble, s'est abstenu. Néanmoins, nous continuons notre travail de mobilisation en direction du personnel et des usagers. Nous voulons montrer notre détermination à défendre notre emploi, nos conditions de travail, nos salaires, l'hôpital public et la qualité des soins.

PETITE HISTOIRE POUR 1980

Extrait d'un tract CFDT d'Albertville

«Ce 10 mars 1980, la vieille Mathilde de Farette fit un faux-pas en allant donner le grain à ses poules. Dame ! à 75 ans, on a le pied moins alerte. Toujours est-il qu'elle fit une mauvaise chute.

Il fallut appeler le docteur. Il dit que la mémé s'était cassé le «coldoufémur» et qu'il fallait l'emmener à l'hôpital, peut être même l'opérer ! La mémé ne l'entendait pas de cette oreille, mais, quand même elle ne pouvait pas rester comme ça ! Et puis, finalement, elle serait à Albertville, elle aurait de la visite...

C'est justement à Albertville que les choses se sont vraiment gâtées pour Mathilde ! On ne pouvait pas la garder là. Eh oui, le secteur chirurgie, comme ils disaient, avait été «transféré» à Chambéry ! Ils sont mieux équipés là-bas, lui assurant-on. On vous referra une jambe neuve ! La mémé était à moitié convaincue.

Bon sang ! On avait écrit dans le journal qu'on avait retapé l'hôpital, qu'il y avait de belles salles d'opération et que ça avait coûté un tas de sous ! Alors, à quoi ça sert tout ça ?

Mais elle n'avait toujours pas le choix.

A Chambéry, en effet, on s'occupa de la jambe de Mathilde. Mais à cet âge, quand le moral n'y est pas... Sans visite (les enfants venaient une fois par semaine, on ne pouvait pas demander plus, pensez, la distance !), perdue dans ces couloirs, loin de ses paysages et de ses habitudes Mathilde dépérit rapidement.

Elle qui n'avait jamais été malade, elle mourut d'ennui. Tout s'était pourtant bien passé, l'opération était parfaite, remarqua le chirurgien, très satisfait de son intervention.

Heureusement que ça se passe en 1980 !

Mais ça pourrait arriver, si la situation de l'hôpital d'Albertville continue à se dégrader.

«FAIRE LA NUIT APRES SES HUIT HEURES DE TRAVAIL»

Témoignage d'une infirmière du CHU de Reims

Au CHR de Reims, 212 licenciements en septembre, les conséquences se sont rapidement faites sentir... Les horaires s'allongent pour ceux qui restent.

Les licenciements ont frappé avant tout le personnel soignant qui travaillait la nuit. Des auxiliaires, également des étudiants en médecine à qui ça permettait de gagner un peu d'argent. Le service de nuit a été considérablement réduit et maintenant, ce sont ceux qui travaillent de jour qui sont responsables de la nuit.

Aujourd'hui, une infirmière ou une aide-soignante qui arrive le matin, par exemple, peut être amenée à faire la nuit, en plus de ses 8 heures de travail en journée.

On va aussi vers la suppression du personnel volant, chaque service devra faire face à lui seul à toutes ses obligations et se débrouiller pour remplacer les gens en congé — dans ce cas encore, ça peut être prévu —. Le pire, c'est quand quelqu'un est malade.

Il faut bien dire qu'actuellement, c'est du «au jour le jour» de l'improvisation. Visiblement, on est dans une période de transition : l'hôpital ne réembauchera pas et ce n'est pas possible non plus de faire travailler le personnel la nuit, après une journée déjà bien remplie, pendant longtemps.

On va à coup sûr vers une réorganisation complète des horaires, la direction prépare la mise en place des 3x8 pour tout le personnel soignant (infirmiers, aides-soignants)...



Dans une circulaire datée du 29 mars 1979, les ministères de la Santé et du Budget invitaient les directeurs des hôpitaux, les préfets, les comptables du trésor, à appliquer strictement, pour chaque établissement, le budget défini en début d'année. Freiner les dépenses de santé, les adapter aux ressources des régimes de Sécurité Sociale, dans la situation actuelle, se traduira par une dégradation des soins, une aggravation des conditions de travail du personnel hospitalier. Tel était l'objectif clairement affirmé de la circulaire.

Un freinage encore plus brutal pour 1980

« Vous devez rappeler aux gestionnaires hospitaliers le caractère limitatif des crédits ouverts dans les budgets approuvés. Cette règle doit retrouver toute sa vigueur.

« 1^o Vous devez rappeler aux gestionnaires hospitaliers le caractère limitatif des crédits ouverts dans les budgets approuvés. Cette règle doit retrouver toute sa vigueur dès 1979...

En particulier, la procédure des budgets supplémentaires sera limitée à des ajustements entre comptes et aux opérations intéressantes des exercices antérieurs...

2^o D'autre part, il est précisé que le budget primitif de 1980 sera déterminé à partir des dotations budgétaires autorisées au budget primitif 1979... »

Quel est le sens de ces différentes mesures ? Premièrement, jusque-là, les hôpitaux fonctionnaient avec une rallonge budgétaire qui leur permettait de faire face aux dépenses survenues en cours d'années, en particulier l'embauche, bien que très insuffisante, de personnel. Ce temps est révolu ! Quand bien même l'activité d'un hôpital s'accroît pour répondre à une demande importante de soins, il ne lui serait pas possible d'embaucher. Bien plus, les ajustements entre les différents

comptes ouvrent la voie à la réduction de certains d'entre eux, et en particulier du plus important, celui des frais de personnel qui représentent 60 à 70 % du coût de fonctionnement d'un hôpital. C'est ce qui se produit aujourd'hui. Ou quand, comme au CHR de Reims, pour assurer les paies de novembre, ce sont les fournisseurs qui ne sont plus payés. Cet endettement pour 1980 risque de conduire à de nouveaux licenciements.

Deuxièmement, les budgets de 1980 seront déterminés à partir des budgets provisionnels de 1979, et non sur les dépenses réelles calculées sur les neuf premiers mois de l'année et qui sont toujours supérieures aux budgets provisionnels, rien que du fait de l'inflation. En somme, un freinage encore plus brutal est d'ores et déjà prévisible pour 1980.

Inciter au refus des soins

« Les recettes hospitalières constituant des dépenses pour l'assurance-maladie, il convient de ne pas rechercher un accroissement systématique des recettes par rapport aux prévisions initiales. Tout doit donc être entrepris dès 1979 par les gestionnaires et les médecins pour contrôler la croissance de l'activité hospitalière ».

Ce qui peut conduire certains hôpitaux à refuser des soins, à orienter une partie de leurs patients vers d'autres établissements, pour éviter un accroissement de leurs recettes.

« Au cas où un établissement connaîtrait un déficit de gestion à l'issue de l'exercice 1979, en raison d'une insuffisance de recette, et si les crédits alloués en début d'exercice n'ont pas été dépassés, il sera possible d'incorporer le déficit dès qu'il aura été constaté ». (ce qui veut dire que la Sécurité Sociale prendra en charge ce déficit). Il s'agit là encore d'un encourage-

ment à limiter les soins, ceux qui y arriveraient de façon importante seraient en quelque sorte récompensés puisque le manque à gagner serait pris en charge par la Sécurité Sociale. Toutefois, il ne fait aucun doute que les préfets ne se priveraient pas d'utiliser ces «résultats» pour exiger une révision en baisse des budgets suivants.

Un contrôle des plus rigoureux

« Compte tenu de l'importance des dépenses de personnel... vous devez contrôler en priorité que les gestionnaires, en liaison avec les comptables du Trésor, respectent bien les objectifs budgétaires autorisés et les crédits y afférents. A cet effet, il conviendra de :

— n'approuver aucune délibération portant création d'emplois en cours d'exercice ».

Toujours en point de mire, les effectifs aussi bien titulaires qu'auxiliaires. La circulaire du 29 mars est on ne peut plus claire : pas question de créer des postes. Il faut noter aussi que les mai-

gres pouvoirs dont bénéficient les conseils d'administration des hôpitaux sont quasi supprimés. Ce sont les instances préfectorales, des structures de contrôle financier qui se mettent en place actuellement, qui interviendront directement (pour empêcher une embauche, exiger telle ou telle suppression de poste), s'ils le jugent nécessaire. C'est la porte ouverte à la remise en cause des droits acquis, le statut même de titulaire n'est plus garanti.

Barre intervenait personnellement le 25 juillet pour faire appliquer ces mesures draconiennes. Dans une lettre aux préfets, il rappelait la circulaire du 29 mars et exigeait qu'elle soit appliquée de «manière ferme et absolue» ce qui a eu comme conséquence les 3 000 licenciements de septembre. Tout ceci préfigure le budget global à propos duquel un projet de loi est déposé et devait être discuté pendant cette session.

Le budget global instrument d'un choix politique

Actuellement, les rentrées finan-

cières des hôpitaux correspondent à la valeur des soins effectués. Les établissements reçoivent quotidiennement des caisses d'assurance, sur la base des prix de journée et d'une facturation à l'acte, des sommes correspondant au remboursement pris en charge par la Sécurité Sociale. A cela s'ajoute le ticket modérateur directement payé par l'assuré. Toute cette facturation entre hôpitaux et Sécurité Sociale serait supprimée et remplacée par des versements mensuels correspondant au douzième du budget défini en début d'année et cela quel que soit l'activité de l'établissement.

Il est vrai que le système actuel pouvait inciter, en cas de sous-occupation des lits, à l'allongement de la durée du séjour ou à la multiplication des actes. D'ailleurs, Simone Veil ne s'est pas privé d'utiliser cet argument pour imposer son projet de budget global qui est avant tout l'instrument d'un choix politique. C'est une enveloppe forfaitaire et arbitraire qui sera fixée par le pouvoir central. S. Veil ne l'a pas caché : « Ce qui est envisagé, c'est de fixer un butoir à l'ensemble des dépenses hospitalières, de façon à les faire évoluer dans un cadre défini en fonction de ses ressources ».

Les besoins ne sont nullement pris en compte. Les soins seront dispensés en fonction des sommes disponibles dans les caisses d'assurance-maladie. Sommes qui diminueront au fur et à mesure que le chômage poursuit une courbe ascendante... A moins que de nouvelles augmentations des cotisations ne viennent rétablir l'équilibre. D'ailleurs, il y a dans l'air un projet d'une extrême gravité concernant la Sécurité Sociale. Il consiste à fixer des cotisations minima pour couvrir un risque minimum ; ceux qui voudraient être mieux couverts, et surtout qui en auraient les moyens, pourraient cotiser davantage...

LES VIEUX TRAVAILLEURS PREMIERES VICTIMES

La France a vécu richement. Cette époque est révolue. Nous sommes en train de construire un nouvel ordre économique mondial. Il est inévitable que comme tout le reste, notre système de soins suive cette évolution. Il se peut très bien que comme nous, qui sommes habitués au confort, nos descendants s'habituent à mourir à 80 ans au lieu de 90 ans. («Le Généraliste» du 13 octobre. C'est le professeur Sourmia, délégué général à la Santé, qui a fait cette déclaration devant des maîtres de stages de l'université de Paris-Sud.

Point de vue scandaleux ! Et d'autant plus inquiétant que ce qui se passe aujourd'hui dans les hôpitaux, pourrait laisser supposer que ce ne sont pas là paroles en l'air.

Les lits actuellement fermés, ou en voie de l'être, sont souvent ceux qui sont réservés aux personnes âgées, qui manquent d'autonomie et pour qui l'hospitalisation apparaît comme la seule solution. Dans le même temps, que des lits sont supprimés, rien n'est fait pour multiplier les aides-ménagères qui permettraient pourtant aux vieux travailleurs de vivre chez eux.

Déjà exclus de la société, vont-ils se voir maintenant condamnés à mourir dès qu'ils ne seront plus valides ?

Manifestation des hospitaliers à Châlons-sur-Marne (4 octobre)

POUVOIR DE L'INFORMATION, INFORMATION DU POUVOIR

Par Nicolas DUVALLOIS

Mars 1979 : une majorité de députés, gauche et RPR réunis impose la création d'une commission d'enquête sur «les conditions de l'information publique». Juin 1979 : au nom de la défense du monopole des ondes, fait sans précédent, la police enfonce les portes du siège du PS, où se trouvaient quelques uns des animateurs de Radio-Riposte, la radio socialiste. Octobre 1979 : l'affaire des diamants de Giscard secoue les rédactions des journaux télévisés, propulsant sur le devant de la scène les conflits larvés qui opposent les journalistes aux directions. Décembre 1979 : le débat sur le monopole est relancé à l'Assemblée nationale.

De la coulisse, l'information passe sous les feux de l'actualité. Et la lumière dévoile de drôles de choses...

«Aujourd'hui, le détournement de la vocation pluraliste du service public ne permet pas au citoyen d'être informé d'une manière objective. Cela est particulièrement vrai pour la télévision». Ainsi parlent les membres du RPR de la commission d'enquête sur l'information. Le PS leur fait écho : «La France a devant elle une réalité têtue, un état grave, un mal qui ronge. Au rythme où va la domestication de l'information, il n'y aura bientôt plus besoin pour le gouvernement de censure, car il n'y aura plus rien à censurer». Le PCF n'est pas en reste : «Les travaux de la commission ont confirmé par des faits irréfutables et des preuves éclatantes que ne cesse de dénoncer le PCF : la main-mise apesantie du pouvoir sur les moyens d'information, la discrimination et le favoritisme politiques, les licenciements arbitraires de journalistes.» C'est tout juste si les uns et les autres n'ont pas repris à leur compte la fameuse affiche de Mai 68 : «Tous les soirs à 20h la police vous parle».

Des policiers, Gicquel ou Poivre d'Arvor ? Pas si simple...

Et pourtant, l'information en France est bel et bien colonisée, manipulée, organisée par le pouvoir en place, celui de Giscard. Et si ce ne sont ni des policiers ni des militants giscardiens qui signent les articles ou parlent à la télé, c'est que les rouages sont plus subtils, pour être plus efficaces.

Quatre grands canaux

L'information, dans notre pays passe par quatre grands canaux : Les journaux quotidiens de partis, la «presse nationale», la presse régionale et l'audio-visuel, radio et télévision.

A l'exception du premier de ces canaux, évidemment le



Un maquillage quotidien de la réalité

I - COMMENT INTOXIQUER SANS EN AVOIR L'AIR

moins diffusé, les trois autres sont tous aux mains de la classe dirigeante.

De ce point de vue, il est significatif de constater que ni le RPR ni l'UDF ne disposent officiellement d'un quotidien national... ce qui n'empêche nullement leur expression dans la presse écrite ou audio-visuelle. Non liée à un parti, la presse nationale (le Figaro, le Monde, France soir, etc...) n'est pas non plus organiquement liée à l'Etat. Elle fonctionne de manière autonome des partis et de l'Etat, mais en reproduisant les modes de pensées, l'idéologie de la classe dominante. Là est sa vraie puissance, et aussi sa vraie efficacité pour la bourgeoisie.

L'efficacité est même d'autant plus grande que les journaux en question font preuve d'un plus grand détachement face à la «politique» du pouvoir. Un quotidien fait ouvertement par les giscardiens, où s'exprimerait ouvertement le gouvernement, aurait moins d'impact que s'il se donne l'apparence de l'objectivité. Pour que les éloges soient vraiment flatteurs, il faut donner l'impression de blâmer... On le verra par la suite, l'apparence du détachement est un des grands axes de la télévision giscardienne.

Chaque jour, la «presse nationale» hors parti vend quelque 2 millions de journaux. C'est énorme, c'est dix fois supérieur aux ventes de la presse de parti. Mais ce n'est rien à côté des ventes de la presse régionale (près de 7 millions de journaux chaque jour).

Là, la main-mise du pouvoir est plus spécifique, plus directe aussi : elle passe par l'AFP (voir ci-contre).

L'audio-visuel d'abord

Quel que soit le pouvoir de la presse écrite, c'est cependant l'audio-visuel qui aujourd'hui règne en maître au royaume de l'information. Chaque soir, en

rentrant du travail, plusieurs dizaines de millions de personnes voient et entendent les journaux télévisés de 20 h. Le matin, avant de partir travailler, c'est la radio que les «informe». Pouvoir énorme, pouvoir démesuré, pouvoir suffisamment décisif pour que l'Etat ait de tout temps tenu à assurer sa mainmise sur ce secteur.

On sait ce qu'il en est aujourd'hui de la «valse des directeurs» : en avril 77, le giscardien Gouyou-Beauchamps, préfet, remplace le gaulliste Baudoin à la tête de la Sofirad (Société Financière de Radio diffusion)

qui contrôle Europe 1 et Monte-Carlo. L'autre principal dirigeant d'Europe 1 étant Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra, société qui travaille à 80 % avec l'Etat pour sa production d'armement. En avril 78, le conseiller personnel de Giscard, Cannac, remplace Méo à la tête de l'agence Havas, qui répartit la publicité, et donc l'argent. Depuis, Méo est devenu conseiller... de Chirac. En janvier 1977, Elkabbach arrive à la tête du service de l'information d'Antenne 2, suivi par Ulrich, nouveau PDG de la chaîne, en janvier 78. Et il faudrait citer Bassi à Monte-Carlo, Cavada à FR 3 (septembre 78), Castans à

RTL (novembre 78), Mougeotte à Europe 1 (janvier 75), etc...

Des traditions solidement ancrées

Les vertueuses indignations des partis qui n'ont plus accès au pouvoir valent d'être relativisées, puisqu'aussi bien l'information audio-visuelle a toujours été contrôlée par le gouvernement en place.

En 1948, le ministre de l'Information expliquait que «la radio-diffusion française a quotidiennement à faire de la politique, une politique nationale de défense des intérêts de la France». Ce ministre s'appelait François Mitterrand.

Quand à Alain Peyrefitte, il explique ainsi son arrivée au ministère de l'Information, en 1962 : «Christian de la Malène, à qui je succède dans le premier cabinet de Georges Pompidou, me montre sur le bureau une batterie de boutons-sonnettes : celui-ci, c'est pour faire venir l'huissier, cet autre, le chef de Cabinet, et celui-là, le directeur de la RTF, le directeur des journaux parlés et télévisés, le directeur des programmes de télévision, le directeur des programmes radios... tous les jours, vers 17 h, vous les appellerez pour arrêter les grandes lignes du journal du soir, à la radio et à la télévision».

La grande nouveauté du règne giscardien, que nous verrons dans notre prochaine édition, c'est que ni Henri Marque, directeur de l'information à TF 1, ni Elkabbach pour Antenne 2, n'ont besoin d'être convoqués chez le ministre. Ils font eux-mêmes le journal qui convient au pouvoir.

Du correspondant de l'AFP au quotidien régional

UN QUADRUPLE FILTRAGE

L'Agence France-Presse est une des clés de l'information en France. Parce qu'elle fournit la matière brute qu'est l'information, mais aussi parce que ses dépêches constituent en général la quasi-totalité des nouvelles nationales publiées par les quotidiens régionaux, ceux-là même qu'achètent près de 7 millions de Français. On regarde les pages locales, et puis on jette un coup d'œil «aux nouvelles», celles de l'AFP. Or l'AFP, c'est l'Etat. Pas officiellement, non. L'Agence est depuis 1957 un organisme «autonome». Simplement, l'Etat est son plus gros client, puisque 60 % des recettes proviennent des abonnements des ministères, des administrations, des ambassades. Principal client, l'Etat impose ses vues, par exemple dans la nomination du PDG.

Le fonctionnement de l'AFP est cependant complexe, et ne se résume pas aux pressions ouvertes du pouvoir, même si celles-ci existent. L'AFP, c'est d'abord 2 000 journalistes et correspondants, répartis dans 160 pays. Ils ont une tâche, et une seule : envoyer des informations. Première sélection : si les correspondants en France envoient en général une masse de faits «bruts», les journalistes à l'étranger agissent plus selon leur «sensibilité» ; et bien évidemment, la direction de l'AFP veille à qui elle envoie dans telle ou telle partie du monde. Toutes les informations ainsi reçues, par télex ou téléphone, sont emmagasinées par un ordinateur, qui regroupe les nouvelles par sujets et les répartit dans ses terminaux.

sent sur leurs consoles de visualisation, terminaux de l'ordinateur. Deuxième sélection : les journalistes «traitent» les informations. «Traiter», ça peut vouloir dire simplement regrouper diverses nouvelles pour en faire une seule et même dépêche. Cela peut vouloir dire aussi, selon la «sensibilité» du journaliste, considérer que telle ou telle information ne mérite pas d'être reproduite. Cela peut vouloir dire enfin mettre sous le coude une série d'informations jugées «délicates». La feuille d'impôts de Giscard, par exemple, n'a pas été diffusée par l'AFP. Au moment des pitreries du gouvernement et de Bokassa sur l'aéroport d'Evreux, l'AFP a aussi été d'un silence remarqué.

Qui reçoit quoi ?

Une fois rédigée, les dépêches doivent être expédiées aux abonnés. Pas toutes évidemment : aucun organe de presse n'est en mesure de traiter lui-même les 600 à 800 000 mots expédiés par l'Agence. Il faut faire un tri, en fonction des centres d'intérêt de chacun. L'AFP ne va pas envoyer ses dépêches sur la grève d'Alstom au Washington Post ou telle péripétie de la campagne de Kennedy à la République du Centre. Troisième sélection : la presse régionale ne reçoit que les informations que l'AFP daigne lui communiquer. Alstom Belfort ? Pas intéressant pour l'Indépendant de Perpignan. Les manœuvres du Pacte de Varsovie ? Pas intéressant pour Les Dernières Nouvelles d'Alsace.

La boucle est bouclée. Il ne restera plus aux rédacteurs en chef des quotidiens régionaux qu'à choisir parmi les dépêches parvenues, et près de 7 millions de lecteurs de province seront désinformés, manipulés, intoxiqués.

Dans notre prochaine édition :

DANS LES COULISSES DE LA CENSURE LIBERALE

La salle des DESKS

Nous voilà dans la «salle des desks», où jour et nuit, en permanence, une trentaine de journalistes prennent connaissance des nouvelles qui apparais-

Congrès du PR LE PRESIDENT ET LES COURTISANS

Samedi prochain se tiendra à Paris, le 3^e congrès du Parti Républicain. Ce sera l'occasion d'un nouveau remaniement de la direction de ce parti, pâle formation de la majorité. Parti ou plutôt nébuleuse de courtisans au service de Giscard.

Le PR naquit un jour de forte tempête en mai 1977 à Fréjus. Si l'évènement

reste dans les mémoires, c'est à cause de l'écroulement du chapiteau sous l'effet des bourrasques. Il s'agissait pour les giscardiens, de créer le parti du Président en vue des législatives de 1978. En effet la Fédération nationale des républicains indépendants, créée en 1966, apparaissait alors comme une formation vieillote, usée par les incessants changements de secrétaires généraux : d'Ornano, Chénaut, Domi-

nati, Poniowski ont défilé de 1973 à 1977. Le nouveau parti s'est alors formé par la coalition du groupe parlementaire, des clubs « Perspectives et Réalités » et de « Génération sociale et libérale », groupe des jeunes giscardiens de l'époque. Ce rassemblement de structures hétéroclites, comme l'existence éphémère de commissions, de clubs ou de comités rattachés au PR, font de cette formation une nébuleuse plus qu'un parti. La cohésion de ce « parti » de notables est assurée par Giscard, le « grand homme », celui qui comme le déclarait Blanc « incarne, l'unité au-dessus des partis ».

A la fondation du PR, Soisson alors chef du parti, s'était donné « 300 jours pour vaincre et convaincre ». Il n'y est jamais parvenu. Ainsi la sortie du

manifeste du PR, le « projet républicain » n'a pas laissé un grand souvenir. Le « projet » n'était qu'un recueil de quelques propositions concrètes que les giscardiens s'étaient efforcés d'articuler autour des thèmes développés par Giscard dans « Démocratie Française ». Aujourd'hui le PR apparaît plus pâle que jamais au milieu d'une UDF inconsistante. Barre, une des seules « figures » de l'UDF, n'appartient pas au PR. Derrière Giscard, les Blanc, Raffarin, Soisson, Ponia, Bussereau... font piètre figure. Le congrès de samedi sera, notamment avec le départ de Scrivener, numéro 2 du PR, l'occasion d'un « dé-poussiérage ». Parti sans façade, le PR ne peut même pas faire l'objet d'un ravalement.

Didier DELORME



Soisson, ancienne figure de proue du PR

● Chiffres officiels de l'indice des prix : 11% de hausse en 1 an

En septembre, l'indice INSEE a augmenté de 0,8%. Pour Monory, « ce n'est pas si mal », compte tenu du fait que l'inflation en France s'est moins accélérée ces 9 derniers mois que dans les autres pays occidentaux. Pour tenter de justifier sa politique économique, le gouvernement en est à examiner l'accélération des hausses ! Notons que sur les 9 premiers mois de l'année, la hausse est de 8,9% alors que Barre prévoyait pour 1979 un taux d'inflation de 8,5%. De septembre 1978 à septembre 1979, la hausse atteint les 11%. L'indice CGT indique pour la même période une hausse de 12,4%.

PS : accord entre les chefs de tendance sur le « projet socialiste »

Lors de la dernière réunion du bureau exécutif du PS, qui s'est terminée dans la nuit de mercredi à jeudi, les représentants de l'ensemble des tendances du PS se sont accordés sur le texte du préambule du « projet socialiste », rédigé par Mitterrand. Le texte de préambule comporte essentiellement de longs développements sur les « espaces de libertés à conquérir ».

L'objet d'un tel texte, qui insiste à la fois sur la nécessité des nationalisations et sur le danger d'en faire trop, est d'atténuer l'orientation du texte de Chevènement, propre à in-

disposer les minorités du PS.

L'unanimité réalisée n'est évidemment pas dénuée d'arrière-pensée. A partir du moment où le courant Mauroy avait déclaré approuver l'essentiel du texte, il devenait difficile pour Rocard de continuer un combat solitaire, qui aurait conforté son image de « diviseur » du PS, peu propice à lancer sa candidature. Le courant Rocard se réservera toutefois la possibilité de proposer des amendements lors de la discussion qui aura lieu dans les sections avant la convention nationale prévue pour fin janvier.

le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Héliane Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

La course aux présidentielles déjà engagée

VI - MARCHAIS : UNE COURSE DIFFICILE POUR RATTRAPER LE PS

Par François NOLET

Que peut espérer le PCF des prochaines élections présidentielles, puisqu'il est acquis qu'il y présentera un candidat, selon toute probabilité son secrétaire général ? Certainement pas l'élection de son candidat. Mais sans doute compte-t-il menacer suffisamment le représentant socialiste, voire le devancer pour être en mesure de peser sur les choix du PS... en vue des législatives de 1983.

En attendant, le PCF et sa presse ne négligent rien pour donner de Marchais une image d'homme d'Etat.

Comme tous les autres partis bourgeois, le PCF n'a, officiellement du moins, pas encore désigné son candidat. Il est toutefois plus que probable que ce rôle sera joué par Marchais. Depuis plusieurs mois, l'Humanité fait grand bruit autour des rencontres de Marchais avec des chefs d'Etat étrangers : la « une » du quotidien du PCF vante la rencontre de Marchais et du président algérien, ou son intervention à la tribune de l'Assemblée européenne, lorsqu'il s'adressait aux représentants des pays du Tiers Monde associés à la CEE. Il s'agit bien de présenter l'image d'un dirigeant qui converse avec des chefs d'Etat : bref, un président possible.

Pourtant, l'élection à la présidence de la République du

candidat du PCF est mathématiquement impossible. Le « butin » électoral de ce parti tourne depuis des années autour de 20 à 21 %, avec une pointe de 22% pour Duclos aux présidentielles de 1969 (mais, à ce moment, le candidat socialiste Deferre était soutenu par une SFIO moribonde).

La place spécifique que tient le PCF dans le système des partis bourgeois lui interdit, de toute manière, de parvenir au pouvoir au second tour. Dans l'éventualité où le candidat du PCF passerait en tête devant le candidat socialiste, il ne recueillerait pas, et de loin, la totalité des suffrages socialistes du premier tour : dans ce cas d'espèce, les sondages les plus favorables au PCF créditent Marchais, au plus, de 35% des

voix au second tour.

Que peut donc espérer le PCF de cette candidature qui n'a aucune chance de succès ? Il s'agit d'abord de rompre avec la tradition des candidatures uniques de la gauche, qui voyaient tout l'appareil du PCF mobilisé pour une hypothétique victoire d'un candidat socialiste, sans garantie réelle que ce candidat socialiste, au cas où il aurait été élu, donne au PCF une place au gouvernement correspondant à ses vœux.

CHOISIR ENTRE DES INCONVENIENTS

La présentation d'une candidature autonome ne va pas sans poser de sérieux problèmes pour le PCF : comme le candidat socialiste est le seul des candidats de gauche qui ait une chance d'être élu, il existe un risque pour le PCF qu'une partie de ses électeurs habituels vote « utile » en plaçant ses suffrages dès le premier tour sur le candidat socialiste : dans une telle éventualité, le PCF se trouverait pratiquement contraint à un désistement dans les

plus mauvaises conditions pour lui.

Le PCF va donc tout faire pour éviter que cette situation se présente : il va axer toute sa campagne sur l'affirmation de sa spécificité et la dénonciation de la politique du PS. Une telle tactique, visant à « rattraper » le PS peut avoir comme effet de ruiner toute chance pour la gauche de l'emporter au second tour. Rappelons cette magnifique appréciation de Marchais à propos du résultat des élections européennes : « Le PCF commence à rattraper le retard qu'il avait sur le PS ». Dans le langage courant, on rattrape quelqu'un lorsqu'on court plus vite que lui : en l'occurrence, le PCF n'avait pas progressé d'un pas, mais le PS avait nettement reculé. Si le « rattrapage » continuait sur cette lancée, avec un PCF immobile et un PS s'amenuisant, la droite peut, du point de vue électoral, dormir sur ses deux oreilles. Ce qui ne fait pas non plus l'affaire du PCF.

La meilleure éventualité pour le PCF serait évidemment qu'il conserve ou améliore son score, alors que le PS ne verrait

pas baisser le sien. Une victoire de la gauche pourrait alors ouvrir la voie à une venue du PCF au gouvernement dans les meilleures conditions pour lui. Le problème est qu'une progression importante et simultanée des deux partis est peu probable.

Il restera au PCF à se préparer au mieux pour les législatives de 1983.

Nous n'avons pas évoqué dans cette série les candidatures qui pourraient émaner de « petites » formations politiques. Le MRG, le PSU ont déjà annoncé qu'ils présenteraient leur candidat. Garaudy s'est mis sur les rangs ; une candidature écologiste est également possible. De telles candidatures causeront des problèmes aux grandes formations : on se doute bien que les candidatures MRG ou PSU (et éventuellement écologistes) seraient, par exemple, de nature à enlever des voix au candidat du PS.

Mais, pour l'instant, seule la « bande des quatre », grands partis s'est déjà lancée dans la bataille.

.FIN

COMMENT MOSCOU A MIS LA MAIN SUR L'ETHIOPIE

Les procédés du néo-colonialisme soviétique mis à nu par les étudiants éthiopiens

Comment le social-impérialisme soviétique développe sa pénétration dans un certain nombre de pays d'Afrique et d'Asie ? Sur quoi repose cette pénétration ? Est-elle durable ? L'Union des Etudiants Ethiopiens en Amérique du Nord contribue à l'éclairage de ces questions — importantes pour l'évolution de la situation internationale — par son étude du développement de l'influence puis, de l'emprise soviétique sur l'Ethiopie, à partir d'informations, et de renseignements recueillis sur place. Nous publions à partir d'aujourd'hui une traduction abrégée (réalisée par nous) de cette étude.

Le déploiement des menées de l'URSS en Ethiopie se situe dans le

cadre de sa stratégie d'ensemble en Afrique, quelque temps après l'intervention soviéto-cubaine en Angola. Les analyses de l'Union des Etudiants Ethiopiens en Amérique du Nord montrent à quel point il s'agit d'une politique hégémoniste concertée et planifiée, concernant à la fois un pays et tout une partie du continent africain.

S'appuyant sur l'interventionnisme militaire, cette politique revêt tous les aspects du néo-colonialisme pratiqué par les puissances impérialistes.

J.P. C.

II - Machiavel au Kremlin

Comment organiser la défaite d'un allié

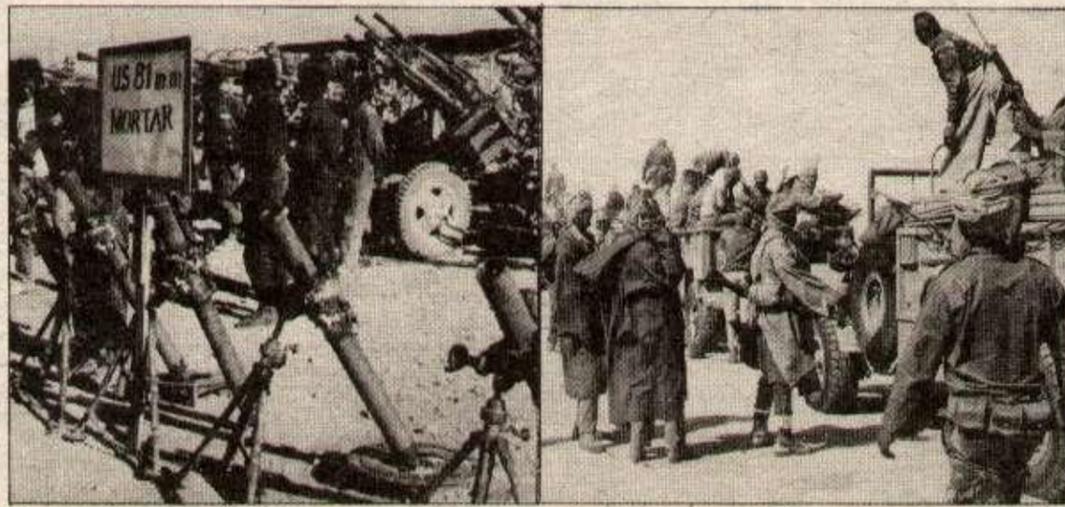
Le 3 février 1977, le coup d'Etat du colonel Mengistu, salué par l'URSS et tous ses alliés, chassait du pouvoir tous les éléments hostiles à l'URSS en Ethiopie. Toutefois, la mainmise du Kremlin sur le pays n'était pas encore totale. Le conflit avec la Somalie allait permettre de la parachever, dans des conditions qui rappellent par certains côtés les plus rocambolesques des romans d'espionnage.

(...) Les faits montrent que, loin d'aider la Somalie et l'Ethiopie à résoudre pacifiquement leurs différends, le social-impérialisme les a utilisés et exacerbés pour s'implanter en Somalie. Il a d'abord fourni de très importantes livraisons d'armes à la Somalie, puis il a armé les deux côtés à la fois ; et enfin, il a livré un milliard de dollars d'armements à la partie adverse : c'est ainsi que l'URSS a vraiment attisé les flammes du conflit dans la Corne de l'Afrique, malgré ses tentatives hypocrites de « médiation » à la dernière minute. Bien entendu, l'impérialisme US, à un moindre degré, partage la responsabilité de cette guerre, car il a encouragé Siad Barre à se lancer dans l'aventure de la guerre d'Ogaden. A preuve les contacts directs ou indirects, les promesses implicites et explicites — y compris d'une aide militaire — qui ont été faites avant l'éclatement du conflit.

MENGISTU NE VOULAIT PAS DES CUBAINS

L'échec de la tentative de « médiation » de Castro a été suivie d'une redistribution des forces considérable et rapide dans la Corne de l'Afrique. Voici quels ont été les développements les mois suivants.

Après son voyage secret à Aden, Castro a fait une visite de trois jours en Ethiopie, qui constituait son premier contact officiel avec le régime de Mengistu. Le communiqué conjoint publié à cette occasion mentionnait que les deux parties exprimaient « leur détermination d'approfondir et de renforcer leurs relations dans tous les domaines ». On sait que c'est au cours de cette visite



Mobilisation des troupes somaliennes et éthiopiennes : le même armement fourni par l'URSS.

officielle que Castro a offert pour la première fois d'envoyer des troupes cubaines en Ethiopie. Le régime de Mengistu a alors décliné cette offre mais avait demandé des instructeurs cubains et des conseillers pour réaliser les plans militaires du régime qui comportaient deux étapes.

Ce plan était le suivant : dans une première étape, l'armée régulière du régime allait abandonner les équipements américains pour les équipements soviétiques, tandis qu'une « milice populaire » de 300 000 hommes devait être entraînée. Durant cette étape, le régime devait se limiter à la défense de quelques points d'appui dans chaque zone de guerre (Erythrée et Ogaden). Après que l'armée régulière se soit adaptée à son nouvel équipement, et une fois la milice mise sur pied, le régime espérait lancer une « contre attaque » l'année suivante. Mais, comme on va le voir, les Soviétiques ont entrepris toutes sortes de manœuvres pour mettre en échec ces plans, afin de favoriser l'afflux de mercenaires cubains.

PREMIER SOUTIEN MILITAIRE

Après la première visite de Castro, le régime de Mengistu a fermé plusieurs bases et installations américaines en Ethiopie le 23 avril. Peu de temps après, Mengistu fit une visite officielle de cinq jours en URSS. Le communiqué commun issu de cette visite affirmait que « les deux pays allaient élargir leur coopération économique et technique à long terme » et que « les deux parties s'engageaient à se consulter mutuellement sur les grands problèmes internationaux ».

Ce qui n'était pas mentionné dans ce communiqué vague, c'était le résultat principal de la

visite de Mengistu, une livraison d'armes d'urgence d'une valeur de 300 millions de dollars : des armes lourdes pour l'armée régulière, des chasseurs pour l'armée de l'air, des armes légères pour la milice — ces dernières devant être fournies par d'autres pays du Pacte de Varsovie —. En même temps, les Soviétiques acceptaient de fournir au DERG plusieurs centaines de conseillers militaires. C'est ainsi que la première visite à Moscou de Mengistu a permis de fournir les bases de la domination militaire et politique de l'URSS en Ethiopie.

UNE «MEDIATION» PAR LES ARMES

Fin juin, l'armée de terre et les forces aériennes de Somalie s'engagèrent dans les combats de l'Ogaden. Mais l'URSS, tout en continuant à se donner le rôle de « médiateur » continua à livrer des armes des deux côtés afin de tirer profit de la situation.

La guerre de l'Ogaden fait rage de juin à septembre, l'armée somalienne ayant l'offensive. Utilisant ce prétexte, les Soviétiques réussirent à faire accepter au DERG l'« aide internationaliste » des troupes cubaines.

S'ils tenaient tant que cela à faire intervenir les troupes cubaines en Ethiopie, ce n'était pas simplement pour exercer leur contrôle militaire sur le pays, mais aussi pour utiliser l'Ethiopie comme tête de pont pour leurs interventions armées et leur politique expansionniste dans les pays africains et arabes voisins. Les dirigeants soviétiques se sont rendu compte que le meilleur moyen de convaincre le régime de Mengistu d'accepter l'« aide internationaliste » de Cuba, c'était de saboter son plan en deux étapes. Ils pensaient que, confronté à un véritable désastre

militaire le régime de Mengistu n'aurait pas d'autre choix que de rabaisser ses prétentions et faire appel aux troupes cubaines.

LE PIEGE SE REFERME

C'est pourquoi les dirigeants soviétiques, tout en affichant un « soutien sans faille » à Mengistu ont entrepris en sous-main de saboter ses plans.

D'abord, les généraux et les experts soviétiques ont délibérément fourni des renseignements faux au gouvernement éthiopien et lui ont « conseillé » de transférer des troupes d'Ogaden en Erythrée juste avant que la Somalie s'engage dans l'Ogaden. Les généraux soviétiques se servaient d'un rapport d'écoutes qu'ils avaient fabriqué et qui était destiné à montrer que la Somalie n'aurait eu, ni l'intention, ni les moyens d'intervenir en Ogaden. Ces estimations soviétiques furent alors rejetées par les militaires éthiopiens et les officiers de renseignement en poste en Ogaden. Cependant, le régime de Mengistu suivit les conseils de l'URSS et retira de l'Ogaden les seules unités qui auraient été capables de stopper l'offensive somalienne.

En même temps, l'URSS a continué à effectuer des livraisons massives d'armes et de munitions à la Somalie, des mois après qu'elle ait commencé à s'engager dans le conflit de l'Ogaden. Ce qui mettait la Somalie en mesure de poursuivre sa vigoureuse offensive militaire et de ce fait, d'aggraver la situation du DERG.

Enfin, les Soviétiques, utilisant toutes sortes de prétextes, ont délibérément reporté la fourniture d'armement lourd à l'Ethiopie.

En effet, le gros des tanks et de l'artillerie soviétiques commencèrent à parvenir sur le front de l'Ogaden seulement à la fin de l'été 1977, alors que 90 % de

l'Ogaden était entre les mains de l'armée somalienne.

Tout cela a conduit à une grave détérioration de la position du DERG en Ogaden, au moment où — contrairement aux rapports des services de renseignement soviétiques — la Somalie y lançait son offensive. Le désastre fut à son comble quand, le 14 septembre, les Somaliens s'emparèrent de la ville stratégique de Jijiga (« porte d'entrée » vers les plateaux éthiopiens).

BRUTALEMENT, LA MAINMISE

C'est après la prise de Jijiga que le régime militaire éthiopien a accepté « l'aide internationaliste » des troupes cubaines, ce qui ouvrit la voie à un afflux massif d'armes et de militaires soviétiques les mois suivants. Pendant les deux dernières semaines de septembre 1977, les Soviétiques ont fait un pont aérien pour effectuer des livraisons d'armes massives à l'Ethiopie, pour une valeur d'un milliard de dollars en artillerie, tanks et avions de combat.

En même temps, sous le prétexte de « défendre la révolution éthiopienne contre ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur », les Soviétiques ont envoyé une foule de conseillers militaires en Ethiopie. C'est ainsi que le nombre de conseillers soviétiques a été multiplié par cinq en un mois, pour atteindre le chiffre de 500. Le mois suivant, il y en avait 1 000. Pendant la même période, le nombre des conseillers et des militaires cubains a été multiplié pour arriver à 2 000.

Le résultat de cette arrivée massive a été la subordination rapide et totale de l'armée éthiopienne à l'URSS. Sous prétexte d'aider le DERG chancelant à « récupérer les territoires perdus d'Ogaden et d'Erythrée », les militaires soviétiques et cubains ont infiltré tous les secteurs des forces armées éthiopiennes : l'armée régulière, la milice, l'air et la marine. A la mi-octobre, ils contrôlaient tous les postes de commandement, depuis le commandement suprême jusqu'au niveau de la compagnie. De plus, les mercenaires cubains ont commencé à prendre part aux sauvages guerres de génocide contre les populations d'Erythrée et d'Ogaden.

Après avoir pris le contrôle de l'armée éthiopienne, les Soviétiques ont annoncé le 20 octobre qu'ils avaient cessé leurs fournitures d'armes à la Somalie et avaient décidé de soutenir le régime militaire d'Ethiopie.

Traduction QdP

Dans notre prochaine édition :
UNE BASE D'AGRESSION BIEN TENUE EN MAIN

Avec la mise en résidence surveillée d'Ange Patassé, un des principaux dirigeants de l'opposition, la situation en Centrafrique pourrait se tendre de plus en plus. Cette mesure à l'encontre de Patassé n'est qu'un aspect de la tentative de reprise en main du pays qu'opère actuellement le régime de Dacko mis en place par l'intervention française.

Après le retour de Patassé ainsi qu'à certains dirigeants du «Front Patriotique Oubanguien» (qui défend des positions pro-soviétiques), devait s'ouvrir une table-ronde mettant en présence les différentes forces politiques du pays. Dès son ouverture, le 15 octobre, cette table-ronde a échoué, Dacko refusant brutalement de discuter avec les autres composantes. Il faut dire que Patassé, après l'erreur qui a constitué son voyage en Libye, a exigé d'emblée la démission de Dacko et le retrait des troupes françaises, sans avoir construit avec ceux qui le soutiennent un rapport de forces lui permettant d'avancer

ces exigences. Il s'avère aujourd'hui que Patassé a surestimé son influence et surtout qu'il n'a pas su organiser ses partisans. Ceux-ci sont relativement nombreux dans le mouvement des enseignants et des étudiants, mais sont très peu structurés. En face, Dacko dispose de l'appareil d'Etat et du soutien de l'impérialisme français, avec ses paras, ses barbouzes et ses conseillers. Jusqu'ici, la mise en résidence surveillée du dirigeant du MPLC* n'a pas suscité de riposte d'envergure. Patassé a d'ailleurs demandé la protection de la France !

Ce qui est grave, c'est que cette mesure contre

CENTRAFRIQUE

LES MESURES ANTIPOPULAIRES SUSCITENT LE MECONTENTEMENT

Patassé s'accompagne de mesures répressives et antipopulaires. Ainsi, Dacko vient de se permettre d'interdire «toute manifestation subversive». A la radio, la relative liberté instaurée depuis la chute de Bokassa est remise en cause : les journalistes doivent se conformer aux instructions de la présidence, élaborées par les «conseillers» qu'a envoyés Giscard. De même, Dacko envisage de remettre en cause l'exigence de plusieurs partis. Il a fait un discours devant les cadres

du MESAN, parti unique de Bokassa, pour les encourager à reprendre leurs activités, alors que ce parti était l'instrument de la dictature détestée par le peuple. Si la perspective d'élection est toujours donnée, cependant Dacko n'envisage pas l'existence de plusieurs partis : aussi une question est ouverte : après les élections, le parti majoritaire ne deviendra-t-il pas le parti unique, les autres risquant d'être purement et simplement interdits ?

Cette série de mesures

ne peut que susciter le mécontentement populaire. En effet, le régime de Dacko ne fait guère illusion. Le ministère est encore largement composé d'hommes de Bokassa. L'épuration a été limitée à une poignée d'individus. D'autre part, la présence des paras français est de plus en plus insupportable au peuple. Dacko va sans doute éviter la présence des paras français à Bangui en les installant uniquement dans la base de Bouar. Le déménagement sera possible dès que Dacko aura remis sur pied des forces armées centrafricaines lui permettant de se maintenir. Mais c'est dans la composition même du gouvernement, en dehors même des conseillers, que la présence française est criante : Galin-Douath, ministre de l'Intérieur, n'était-il pas encore, début septembre, fonctionnaire au ministère français de la Coopération (comme Bokassa, il a la double nationalité) ?

Mais chez les travailleurs et les étudiants de Bangui, la mobilisation reste grande. Déjà, une série de grèves ont commencé dans plusieurs secteurs (aéroport, santé, PTT). A chaque fois, c'était pour protester contre la nomination d'un haut fonctionnaire ou d'un directeur dont les travailleurs ne voulaient pas.

L'éventualité d'un affrontement avec le régime existe donc. Cependant que dans le même temps, le risque existe aussi de voir certains courants de l'opposition incapables d'organiser un mouvement populaire, faire appel de leur côté à des soutiens extérieurs.

QdP - HR
Jean-Pierre
CHAMPAGNY

* MPLC : Mouvement populaire pour la libération de Centrafrique). Mouvement de Patassé.

Témoignage

EUSKADI

Dans le cadre d'une série de témoignages sur les différentes positions qui s'expriment à propos du référendum sur le statut d'autonomie, nous publions ci-dessous le point de vue d'un membre des Comités pour l'Amnistie qui ont joué un rôle important depuis deux ans pour la défense des prisonniers politiques. Ce point de vue, de refus du statut actuel, apparaît à certains, y compris au sein de la gauche nationaliste, comme une position jusqu'au boutiste. Une frange importante de militants «abertzale» considère que le statut est un premier pas, une première conquête dans la longue lutte pour le droit à l'autodétermination.

Interview d'un membre des Comités pour l'amnistie des prisonniers politiques basques

Recueillie par Frank ROUSSEL

«POURQUOI NOUS CONDAMNONS LE STATUT DE GUERNICA»

Face au statut d'autonomie pour le Pays Basque, dit «statut de Guernica», proposé par le gouvernement espagnol et soumis à l'approbation des électeurs basques par voie de référendum, le mouvement nationaliste basque est divisé. D'un côté, le PNV (Parti Nationaliste Basque) qui a remporté les mairies des principales villes : Bilbao, San Sebastian, aux dernières élections municipales et a signé début juillet l'accord sur le statut d'autonomie, s'y déclare favorable comme la coalition Euzkadiko

Ezkerra, considérée comme le support politique de l'ETA politico-militaire. D'autre part, la coalition Herri Batasuna, proche d'ETA militaire, et les organisations de masses qui s'y rattachent : le syndicat basque LAB (Travailleurs Patriotes Unis) et les comités pour l'amnistie se déclarant farouchement opposés au statut d'autonomie. Ces derniers luttent pour l'amnistie complète qu'ils considèrent comme acquise lorsque toute répression aura cessé, et rejettent toute forme de négociation.

Comment sont nés les comités pour l'amnistie, quel est leur fonctionnement ?

La création des comités date de 1976, elle est partie de la nécessité d'élargir la lutte des familles de prisonniers politiques. Les «gestoras» (comités) sont une organisation de masse qui a pris un essor important depuis 2 ou 3 ans. Dans chaque village, chaque quartier des grandes villes existe un comité composé en moyenne d'une dizaine de membres. Il en existe actuellement une centaine dans toute l'Euskadi-Sud, des contacts existent avec les comités de soutien aux réfugiés au Nord.

Quels sont les objectifs que se fixent les comités ? Et quelles sont vos activités ?

Notre plate-forme fixe 4 objectifs principaux :
- Amnistie totale, politique et sociale.
- Abrogation des lois fascistes.

- Dissolution des corps répressifs : police armée, garde-civile et police politique.

- Libertés nationales et sociales pour notre peuple.

Nous défendons tous les prisonniers politiques basques, sans distinction de tendance ou d'organisation. Nous leur apportons une aide économique, organisons leur défense en leur procurant des avocats et nous chargeons du transport des familles de prisonniers jusqu'à la prison de Soria. Nous faisons connaître nos activités par divers moyens de propagande : affiches manuscrites qui informent régulièrement la population, communiqués dans les journaux et à Radio Popular. Nous organisons des «semaines pour l'amnistie». La police ne nous autorise pas à distribuer des tracts ou à diffuser un journal, à San Sebastian elle a investi notre local et a détruit tout ce qui s'y trouvait.

Quelle est la composition sociale des comités ?

Les travailleurs représentent une proportion de 70 %, les étudiants 30 %. Nos militants organisent des assemblées générales dans les usines pour informer les ouvriers. Nous recevons le soutien d'un secteur du syndicat LAB (Travailleurs patriotes unis) et de la coalition Herri Batasuna.

Quelle est votre position sur le statut d'autonomie proposé par le gouvernement espagnol ?

Nous condamnons le statut de Guernica. Nous sommes conscients qu'aujourd'hui, ici, en Euskadi, nous souffrons d'une double oppression nationale et sociale. Dans ce sens, pour nous, il devient clair que l'amnistie totale doit s'étendre non seulement au terrain politique mais aussi à tous les autres secteurs : social, du travail.

L'amnistie totale sera acquise quand tout type de répression aura cessé. Pour nous, il est clair que nous rejetons tout com-

promis qui n'englobe pas les 4 points des comités Pro-amnistie : amnistie totale, libertés nationales et sociales, abrogation des lois répressives et dissolution des corps répressifs. D'une part, ce statut a été élaboré de manière antidémocratique, dans le dos du peuple et sans sa participation. Le statut nie le droit à l'autodétermination, droit fondamental de tous les peuples. Avec ce statut, l'exploitation capitaliste ne changera pas d'un pouce, ce qui signifie que la répression sociale et politique ne cessera pas. A Bilbao, lors de la manifestation de protestation contre les extraditions, à celle de l'Aberrri Eguna et à celle du 1^{er} mai, nous étions des milliers de tous âges à scander : «Ez, ez, ez amnistia ez da negoziatzem» : «Non, non, non, l'amnistie ne se négocie pas». Nous proposons au peuple de rejeter le statut de Guernica et de s'abstenir aux élections pour ne pas se faire les complices de cette nouvelle trahison du peuple basque.

Des crimes qu'on n'oublie pas !



Des manifestants ont protesté, mercredi, à New York, devant la fondation Cornell, contre la présence de l'ancien Shah d'Iran qui serait atteint d'un cancer. Cette manifestation témoigne de la haine suscitée dans le peuple iranien par les longues années d'une des tyrannies les plus sanglantes de l'histoire contemporaine.

On sait que le gouvernement iranien, méfiant à juste titre, a dépêché un émissaire pour enquêter sur la réalité de la maladie de l'ex-Shah ; au cas où celui-ci songerait à se refaire une «carrière» et, qui sait, un visage...

A LIVRES OUVERTS



Le «socialisme» est-allemand : il faut un mur pour l'abriter. Il faut des soldats pour construire et garder le mur.

Deux écrivains critiques d'Allemagne de l'Est AU PAYS DU «SOCIALISME REELLEMENT EXISTANT»

Si au cours d'un voyage en Allemagne de l'Est, vous vous laissez aller à quelques interrogations innocentes sur le sort réservé à Rudolph Bahro, Robert Havemann, Wolf Biermann et quelques autres, vous provoqueriez un visible embarras. L'on vous répondrait pourtant : ces gens-là sont des traîtres et leurs idées n'entrent pas en ligne de compte. Ils ont violé la «légalité socialiste», voilà tout. Il ne vous resterait plus alors qu'à penser avec Havemann «voilà qui est tout à fait caractéristique de ce système : il n'a pas le courage d'expliquer ce qu'il veut, ce qu'il a fait, ce qu'il fait».

Etre communiste en Allemagne de l'Est de Robert Havemann et *Je continuerai mon chemin* de Rudolph Bahro permettent de mieux appréhender la réalité des choses. Ce dernier, surtout, constitue une précieuse approche d'un ouvrage fondamental du même auteur : *L'Alternative*. C'est de ces deux livres qu'il est question ici, et non des positions actuelles de l'un ou l'autre auteur, forcément en évolution.

Constitués d'entretiens, de conférences, d'essais et de lettres, ces deux livres laissent apparaître un saisissant parallélisme entre deux hommes qui tout semblait destiner à une brillante carrière sans histoire, et qui connaissent aujourd'hui le destin que l'on sait, et deux pensées que leur mouvement et leurs conclusions permettent de comparer. Ancien député à la chambre du Peuple, membre du SED, de l'université et de l'Académie des Sciences, Robert Havemann est actuellement assigné à résidence à Grunheide, près de Berlin-Est et déchu de tous ses titres. Quant à Rudolph Bahro, il a mis à profit sa longue pratique d'homme d'appareil pour élaborer ce qu'il nomme «une alternative communiste radicale», qui lui a valu une lourde peine de prison.

Havemann et Bahro ne sont pas de ces dissidents qu'affectionne l'occident. Résolument marxistes, ils dépassent l'idéologie des droits de l'homme. Le

matérialisme historique demeure pour eux «l'horizon indépassable de notre temps», l'outil d'analyse indispensable de toute réalité sociale et, le moins que l'on puisse dire, c'est que le capitalisme ne les fascine pas. Havemann qui a fui la RFA en 1949 écrit «Dans les pays capitalistes, le peuple n'a le pouvoir qu'en apparence. Celui-ci est entre les mains de ceux qui possèdent les usines, les mines, les terres, les moyens de production. Ces gens-là, personne ne les a élus».

Mais leur objet est bien évidemment, l'étude des formations sociales des pays de l'Est, que leurs tenants appellent les pays du «socialisme réellement existant», et l'ouverture de quelques perspectives de lutte. La critique de Bahro est globale, radicale, celle d'Havemann également, mais souvent plus prudente parce que plus préoccupée d'efficacité immédiate.

Un point de départ commun, «l'échec de la révolution soviétique», dont la RDA n'est qu'un dérivé. La vieille Russie n'aurait pas atteint le niveau de développement nécessaire qui serait, pour Marx, la condition préalable de la révolution socialiste. Aussi les sociétés soviétiques et est-européennes présentent-elles des caractéristiques incompatibles avec les objectifs marxistes. «D'abord», écrit Bahro, la persistance d'un appareil d'Etat identique à celui que Marx et Engels souhaitaient détruire par la Révolution Proletarienne». Le

Parti est au centre de tout le système de répression. Il bloque l'information, produit de la fausse conscience pour la société et pour lui-même, se pare abusivement du marxisme et en détourne ainsi les masses : «L'activité de penser est réservée à une caste très bien payée et privilégiée d'intellectuels et de fonctionnaires», souligne Havemann. Les droits et les libertés fondamentales n'existent même pas sur le papier. Et c'est le saisissant tableau de ces dirigeants, terrifiés par le peuple, qui vivent dans le ghetto de Wendlitz, coupés de tout, et protégés par des murailles de barbelés, des miradors et des systèmes d'alarmes à infra-rouge. «Les chars sont leur ultima ratio parce qu'ils savent qu'ils sont désespérément coupés des masses populaires et que seuls les tanks soviétiques les maintiennent au pouvoir» (Havemann).

Mais, et c'est là leur originalité, Bahro et Havemann ne se bornent pas à la critique d'un système répressif désormais bien connu. Leurs attaques les plus vigoureuses portent sur les racines de cet état de choses : les rapports de production et les choix économiques de ce qui caractérise, selon eux, le «socialisme réellement existant», c'est la persistance, et parfois même le renforcement des rapports de production capitalistes. La vieille division du travail, les inégalités sociales interdisent de parler de socialisme. «Les rapports sociaux de notre pays sont définis officiellement dans les anciennes catégories marxistes, mais il s'agit là depuis longtemps d'une hypocrisie voulue» (Bahro). De même, alors que le capitalisme est en crise, que la croissance de type capitaliste conduit à la catastrophe, «l'économie socialiste ne cesse de s'épuiser, en vain,

dont l'absurdité apparaît sans cesse plus criante». Car, voyons, ironise Havemann, qui, sinon le capitalisme lui-même est plus à même de faire du capitalisme ! Un système réellement socialiste doit faire d'autres choix, il doit promouvoir un autre type de développement.

Persistance des rapports de productions bourgeois, croissance sauvage, gaspillage, course à la consommation, état oppressif, tout devrait permettre de conclure à la persistance d'une forme de capitalisme. Bahro souligne d'ailleurs : «La spécificité du socialisme réellement existant, c'est de ramener à la généralité de toute société de classes». Et pourtant, fondamentalement, Bahro et Havemann nuancent leur appréciation : en RDA, rien ne permet de parler de capitalisme d'Etat. On se trouve face à un système qui constitue malgré tout, un premier pas vers les transformations socialistes. Il s'agit d'une transition dans laquelle l'étatisation d'une société de transition a créé les conditions préalables à un bouleversement plus profond. Analyse contestable, souvent confuse et contradictoire qu'il appartient à tout révolutionnaire de discuter.

Mais il ne suffit pas de connaître le monde. Il faut aussi le transformer : c'est ce que Bahro et Havemann se proposent de faire. Bahro vise d'emblée la transformation de l'ensemble du système social : «Il faut une révolution dirigée contre le fondement économique des conditions existantes, contre l'ancienne division du travail, et surtout, contre sa reproduction systématique par le système d'éducation et de formation qui se calque sur elle». Il s'agit d'une «révolution culturelle» qui doit s'attaquer à tout. Elle devra briser le type de croissance capitaliste, bouleverser de fond en comble la division sociale du travail en instaurant, entre autres, la participation du personnel dirigeant aux tâches d'exécution et en reconstruisant «une vie communautaire sur la



Robert Havemann

base d'activités de groupes»; mais pour cela, les communistes doivent s'appuyer non pas sur une classe, fût-elle la classe ouvrière mais sur l'existence de ce que Bahro appelle «la conscience excédentaire». Le progrès technique amène de nombreuses couches à ne plus être liées exclusivement aux tâches de production et au savoir hiérarchique. Elles disposent donc d'un surplus de conscience que l'appareil dirigeant s'efforce de canaliser vers la consommation et que les révolutionnaires doivent mobiliser : «La tendance la plus profonde de la conscience excédentaire s'exprime dans les intérêts émancipateurs. Ils portent vers le développement de la

personnalité de l'homme». Et Bahro appelle à la constitution d'un nouveau parti, «la ligue des communistes» qui se substituera au SED défaillant et mènera le combat contre la «dictature du bureau politique».

Plus nuancé, mais non moins radical, Havemann préconise la politique des petits pas, la lutte frontale contre le SED n'ayant, selon lui, aucun chance d'aboutir actuellement. Il se contentera donc de réclamer, dans un premier temps la liberté de discussion, de critique et de presse, en s'appuyant pour cela sur tous les éléments progressistes du peuple.

L'originalité, la richesse de telles analyses semblent évidents. Elles suscitent néanmoins quelques interrogations que nous nous bornerons à esquisser ici.

Pour Bahro et Havemann l'échec de la révolution soviétique proviendrait d'un insuffisant développement des forces productives. N'est-ce pas isoler la Russie de son contexte impérialiste, ignorer que les contradictions mondiales peuvent, à un moment donné, converger vers un seul pays, fût-il peu développé, et y créer ainsi les conditions de la révolution socialiste ?

Bahro et Havemann dénoncent la liaison parti-état. Elle serait au centre du système répressif. Cette analyse sans doute fort juste pour les pays du «socialisme réellement existant» mériterait pourtant quelques nuances : le problème central étant la nature de classe du parti, sa capacité à centraliser les idées justes des masses et à susciter le débat en son sein.

Bahro élimine radicalement le rôle chef de la classe ouvrière dans les transformations sociales, la «conscience excédentaire» s'identifiant surtout avec les couches intellectuelles, semble-t-il. N'est-ce pas là faire bon marché de la réalité ? Que deviennent les grandes grèves de Gdansk, et de Rostock et d'ailleurs ?

Bahro et Havemann se réfèrent à l'«eurocommunisme» qui leur semble constituer une alternative valable à la réalité qu'ils connaissent. N'est-ce pas quelque peu contradictoire avec l'objectif final qu'ils s'assignent et qu'ils rappellent constamment : le communisme ? Marchais, et Berlinguer ne semblent guère partager une telle préoccupation quand évoquent-ils la disparition de l'Etat et de la division sociale du travail ?

Enfin, ni Bahro ni Havemann ne tentent de situer les pays du «socialisme réellement existant» dans les grandes contradictions mondiales. Ni le rôle joué par l'URSS ni celui de la RDA ne sont mis en évidence.

Néanmoins, la réflexion de Havemann et de Bahro s'enracine aux sources même du marxisme. Il faut les lire, les discuter, ne serait-ce que parce qu'ils rappellent sans cesse «qu'il faut faire confiance à la force des masses populaires, à leurs capacités de penser par elles-mêmes» et que nul part, il ne peut exister de socialisme sans démocratie.

Alain PARIS

ETRE COMMUNISTE EN ALLEMAGNE DE L'EST
Robert Havemann
François Maspero/
Cahier libre 356 - 165 pages

JE CONTINUERAI MON CHEMIN
Rudolph Bahro
François Maspero/
Dialectiques-intervention
140 pages

31 octobre 1870

Le 31 octobre 1870, après un mois et demi de siège par l'armée prussienne, le peuple de Paris s'insurge contre le gouvernement du 4 septembre qui avait remplacé l'Empire déchu. Cette «journée» marque la rupture entre la République bourgeoise de la gauche parlementaire et les organisations révolutionnaires de la classe ouvrière. C'est la première tentative pour instaurer la Commune réclamée chaque soir dans les Clubs rouges et qui triomphera le 18 mars 1871. Mais comment et pourquoi en est-on venu à l'insurrection ? Fut-elle spontanée ou organisée ?

L'EBAUCHE INSURRECTIONNELLE DE LA COMMUNE

Par Sylvain LEMOUSSU

Le 4 septembre 1870, le Second Empire s'effondre après un mois et demi d'une campagne militaire désastreuse. Le peuple parisien force l'opposition à proclamer la déchéance. Mais les révolutionnaires, dispersés par la répression, ne peuvent empêcher les Jules Favre, Jules Simon, Garnier-Pagès, massacrés de juin 1848, de s'emparer du Gouvernement provisoire. A leur tête se place un militaire politicien, le Général Trochu. Pour contenter le peuple on a fait appel au jeune radical Gambetta et surtout au député de Belleville, Rochefort.

L'ILLUSION DE LA FRATERNITE

Le 4 septembre, journée des poignés de mains, a inauguré une période d'illusions. Beaucoup croient que le gouvernement de la Défense nationale veut organiser la victoire. Il n'en est rien puisque Favre et Thiers se livrent à des tractations secrètes.

Les républicains et les socialistes se sont introduits à la faveur des événements dans les rouages étatiques et administratifs. Des radicaux, soutenus par les socialistes, sont maires ; des révolutionnaires colonisent l'appareil d'état, le jacobin rouge Lissagaray est au Ministère de l'Intérieur, les blanquistes Rigault et Dacosta sont à la Préfecture de police... Dans la Garde nationale, où les ouvriers en chômage entrent en masse, un grand nombre de révolutionnaires sont élus chefs de bataillons. Flourens devient même major de Belleville !

Mais bientôt le peuple aperçoit les limites du nouveau régime. L'Etat, avec ses militaires, ses juges, ses policiers et ses curés, reste en place. Dans cette époque d'explosion des libertés démocratiques, le soutien au gouvernement se fait de plus en plus critique.

L'INSURRECTION

On peut distinguer une énorme manifestation mêlant dans ses rangs des gens bouleversés par l'émotion et des mécontents qui doutent de la capacité du gouvernement à fonder cette république démocratique et sociale dont ils rêvent. A ce mouvement populaire s'ajoute une tentative insurrectionnelle des socialistes révolutionnaires. D'une part il y a ceux qui, membres du Comité Central républicain, essaient d'imposer un gouvernement plus républicain, d'autre part ceux qui s'emparent par la force de l'Hôtel de Ville pour y installer la Commune. Dans ces derniers, deux groupes distincts : les Bellevillois de Flourens et les bataillons blanquistes avec Auguste Blanqui.

8 heures : des membres du Comité Central Républicain, des internationaux, se rencontrent au local de l'A.I.T. à la Corderie du Temple (Lefrançais, Edouard Vaillant, Avrial...).

8 h 30 : le «Comité de vigilance» du VI^e arrondissement, avec l'international Varlin, se transforme en «Comité révolutionnaire», somme le gouvernement de se retirer et attaque Thiers.

9 h 30 : dans le XX^e, Flourens, qui a donné des cartouches à ses tirailleurs, réunit les cinq commandants des bataillons de Belleville dont les hommes, la veille, ont manifesté en faveur de la Commune. Il leur enjoint de le suivre jusqu'à l'Hôtel de Ville, mais les palabres vont s'éterniser.

On note de l'agitation dans la

plupart des arrondissements et place de l'Hôtel de Ville une foule immense. Des délégués demandent des explications.

12 heures : le gouvernement arrive. On lui réclame «la levée en masse».

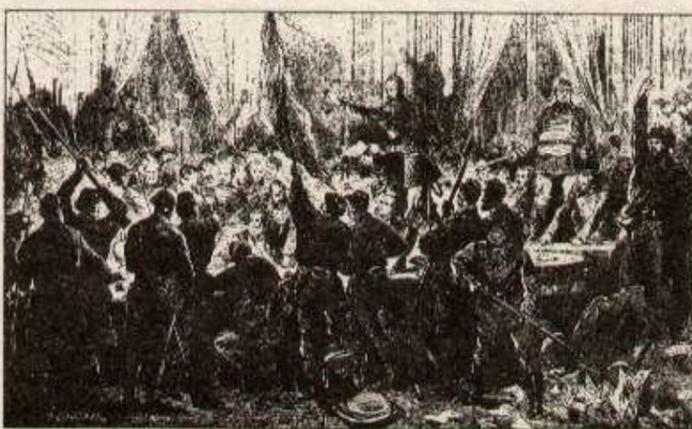
13 heures : le 83^e bataillon, du VI^e, commandé par Goupil, se dirige en armes sur l'Hôtel de Ville. Dans le XI^e, cinq bataillons blanquistes, se rassemblent en armes boulevard Voltaire. Il y a là, avec Blanqui, 2 500 hommes. Ranvier se tient à la mairie.

13 h 30 : 200 hommes du Comité Central Républicain, marchent depuis la Corderie sur l'Hôtel de Ville dont ils forcent la grille. En criant «Vive la Commune», la foule présente pénètre. Les membres du gouvernement se font huer ; Rochefort se fait traiter d'«aristo».

14 heures : plusieurs membres du Comité Central Républicain, tout en se disputant avec le gouvernement de la Défense et entre eux, improvisent la liste d'un nouveau gouvernement. La foule crie «déchéance !». Le gouvernement de Trochu, pour sauver son pouvoir, adopte une proposition des maires : la promesse d'élections municipales, qu'il reniera le lendemain.

15 heures : Arago, maire de Paris, et Rochefort qui annoncent cette proposition sont repoussés aux cris de «Vive la Commune !». Les forces de l'ordre essuient quelques coups de feu. C'est l'envahissement général.

Les hommes de Flourens et les



«La salle des séances du gouvernement le 31 octobre 1870. Au centre, Flourens debout sur la table. Devant lui, les membres du gouvernement pris en otages».

A L'ORDRE DU JOUR LA REPUBLIQUE DU TRAVAIL

Le Comité Central républicain des vingt arrondissements exige la levée en masse et l'envoi de commissaires en province ; des bataillons voudraient l'expropriation et la répartition des denrées alimentaires. Les Clubs, enfin, réclament dès la fin septembre la Commune élue et la suppression de la Préfecture de police. Propriétaires et patrons sont les cibles des clubistes, dont la Patrie en Danger de Blanqui, est l'organe.

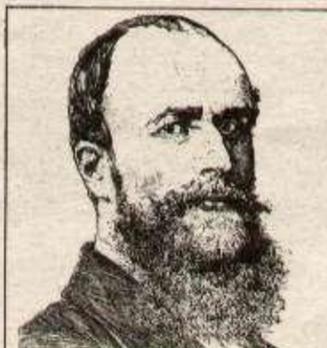
Beaucoup de thèmes débattus dans ces Clubs et ailleurs sont connus de ceux qui ont participé aux réunions publiques de la fin de l'Empire (1868-1870). On le voit avec ce «Comité des femmes de la rue d'Arras» qui pose les problèmes de l'éducation et du travail des femmes. Comme les hommes, les femmes manifestent pour se battre fin septembre. Ces manifestations patriotiques se poursuivent en octobre. Des souscriptions sont lancées pour équiper la Garde nationale de canons, Flourens fournit à ses frais des chassepots à ses tirailleurs. La propagande pour la Commune atteint un très haut niveau. En octobre les blanquistes tentent de fédérer plusieurs Clubs et les gardes nationaux du XI^e lancent une première réclamation des bataillons. L'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) et les Sociétés ouvrières, évoquent la République du Travail, seule solution à la question patriotique.

C'est alors que plusieurs événements se combinent pour former un mélange détonant : perte militaire du Bourget, trahison du Maréchal Bazaine à Metz, affiches parlant d'armistice. Ce 31 octobre 100 000 personnes se rassemblent devant l'Hôtel de Ville, siège du gouvernement.

bataillons de Belleville ainsi que le 238^e bataillon du X^e avec à sa tête le garibaldien Paolo Tibaldi, convergent vers la place de Grève.

16 heures : la journée change de tournure avec l'arrivée des «faubourgs éloignés». Le modéré Chassin le regrettera : «C'étaient les violents exagérés et les fous qui venaient prendre la tête du mouvement, en altérant le caractère général spontané héroïque». Il est vrai que la confusion est formidable. Les envahisseurs constituent jusqu'à huit gouvernements. Des listes dressées par dizaines sont jetées à la foule par les fenêtres. Aucun accord ne semble possible. Si la foule rejette toujours Rochefort, elle sollicite par contre comme chef Dorian, le ministre des Travaux publics, gros industriel de la Loire, réputé être un patriote.

16 h 45 : le gouvernement est pris en otage par le peuple dans la salle du conseil où Flourens arrive théâtralement avec ses Bellevillois pour proclamer un «nouveau gouvernement» de 14 membres qui vient d'être adopté par des milliers de manifestants très vigilants. Cette liste comprend des grands républicains et des révolutionnaires. La base des insurgés demande l'adoption du drapeau rouge, «celui de la sociale», ainsi que l'incarcération des membres du gouvernement du 4 septembre, voire leur exécution. Flourens les protège mais fait notifier aux vingt maires et à la Préfecture de police l'existence de son Comité de Salut Public.



Gustave Flourens, 32 ans, biologiste, socialiste romantique, chevalier des grandes causes. En Pologne lors de l'insurrection de 1863, il guerroya en Crète, contre les Turcs en 1867. En 1869-1870, militant de réunions publiques, journaliste révolutionnaire, vivant à Belleville au milieu des ouvriers qui l'adorent, il tente d'entraîner le peuple dans l'insurrection à plusieurs reprises. Communiste, il sera assassiné par les gendarmes versaillais le 3 avril 1971.



Auguste Blanqui, 65 ans, dit «le vieux», théoricien de la dictature du prolétariat, a participé à tous les mouvements révolutionnaires depuis 1822. Il est l'organisateur du premier parti communiste révolutionnaire à la fin du Second Empire. Sera arrêté par Versailles à la veille de la Commune.

18 heures : Blanqui arrive dans l'Hôtel de Ville, y dispose deux de ses bataillons, les 138^e et 204^e, puis s'installe dans le salon rouge où siège déjà une sorte de «Commune à l'état occulte». De là, il empêche la libération des otages gouvernementaux et décrète la dissolution du gouvernement Trochu, le refus de l'armistice, la levée en masse et les élections pour la Commune. En outre, il prend diverses mesures militaires et policières dont la nomination de Rigault comme Préfet de police. Blanqui envoie aussi des émissaires dans certains arrondissements pour que l'on s'y empare des municipalités. Ses fidèles tentent de se

saisir de l'Imprimerie Nationale et des ministères des Finances et des Travaux publics.

19 heures : profitant de la cohue, deux bataillons bourgeois, le 106^e et le 17^e, s'infiltrèrent jusqu'à la salle du conseil. Ils vont court-circuiter toutes les communications des insurgés durant trois heures. Les insurgés se querellent. Ferry, Arago et Trochu en profitent pour s'échapper. Les deux «sections de la Commune» se réunissent enfin.

20 heures : la mairie du XX^e est occupée par une «commission municipale provisoire» en liaison étroite avec le gouvernement révolutionnaire, composé de Flourens, Millière, Blanqui, Ranvier et Mottu. Les patriarches de la démocratie comme Hugo, Ledru-Rollin, et même de futurs communistes comme Delescluze et Félix Pyat refusent de s'associer à ce gouvernement tumultueux. Félix Pyat, de loin, traite Blanqui et Flourens de «coquins et de misérables». A la Bourse, Rochebrune, chef d'un bataillon du XI^e ne réussit pas à entraîner dans l'insurrection 200 officiers supérieurs de la Garde nationale, réunis car ils refusent une «commune révolutionnaire». Les artilleurs de la Garde nationale, ne veulent pas se joindre au mouvement. Quant aux bataillons populaires, en l'absence de directives, ils retournent pour la plupart dans leurs faubourgs très agités par ailleurs.

22 heures : dans l'Hôtel de Ville, d'où Blanqui fait expulser le 106^e, il ne reste plus que 4 000 hommes. Or, dans la soirée, Jules Ferry, rassemble un nombre considérable de bataillons favorables au gouvernement Trochu. Flourens et Blanqui, par les Clubs notamment, tentent de mobiliser les quartiers. Jules Vallès et ses hommes s'installent mairie du XIX^e et la mairie du XIV^e est envahie. A l'Hôtel de Ville les insurgés dressent, pour élargir le mouvement, la liste d'une «commission municipale provisoire» de 153 membres. Ranvier «monte» dans le XX^e. A Belleville et Ménilmontant, aux Batignolles, aux Gobelins, les Gardes nationaux en armes ne savent quelle conduite adopter bien que beaucoup soient en faveur de l'insurrection.

24 heures : au moment où le drapeau rouge est arboré sur l'Hôtel de Ville, les troupes de l'ordre y pénètrent par des souterrains secrets. Pour éviter l'effusion de sang, un compromis est trouvé : le gouvernement de la Défense promet d'organiser des élections et de ne pas poursuivre ceux qui ont participé au mouvement.

4 heures : Blanqui, Flourens, Millière, Ranvier et leurs hommes évacuent avec leurs armes l'Hôtel de Ville cerné par des dizaines de milliers de Gardes nationaux pro-gouvernementaux.

LA COMMUNE A L'ORDRE DU JOUR

L'insurrection du 31 octobre fut l'échec de la revanche du 4 septembre contre les floueurs de révolution. Les insurgés, voulaient une «Commune élue». La structure gouvernementale qu'ils se donnaient, le Comité de Salut public, refléta un contretemps fâcheux dans l'analyse de la situation ; tandis que les révolutionnaires rationalisaient encore en termes patriotiques, évoquant 1792, la bourgeoisie avait déjà compris le péril que représentait pour elle la République sociale en gestation.

Autre faiblesse : le manque de liaison entre l'état-major des insurgés et la masse de la Garde nationale. L'une des leçons que tirera le peuple de cette aventure, c'est que l'on ne peut plus s'emparer du pouvoir sans s'organiser sur une vaste échelle en se fédérant. L'autre leçon comprise par l'avant-garde populaire, surtout après que le 3 novembre les électeurs aient plébiscité le gouvernement bourgeois par 557 996 oui contre 62 638 non, c'est que la vraie République, celle qui contient le socialisme, n'est pas fondée. Il faut donc lutter sans merci contre les faux démocrates de l'Hôtel de Ville.

Aux lendemains du 31 octobre, les femmes des Clubs marchent sur l'Hôtel de Ville derrière un drapeau rouge sur lequel est inscrit : «Vive la Commune». Elles seront dispersées, mais leur détermination annonce déjà 1871.

Vendredi après-midi, s'est tenue à Paris, au théâtre Essaiou, une conférence de presse donnée par des intellectuels français qui, s'étant rendus à Prague, pour soutenir les inculpés de la Charte 77 et du VONS («Comité de défense des personnes injustement poursuivies»), ont été arrêtés puis expulsés, jeudi, de Tchécoslovaquie. Les sept conférenciers (Jean-Pierre Faye, Patrice Chéreau, Alain Chalié, J-Y Potal, Danièle Ouaki, Dieudonné) représentaient notamment le «Comité international contre la répression», le «Comité des mathématiciens» (connu en particulier pour son action passée en faveur de la libération de Plioutch par les autorités soviétiques), le Comité dit du «5 janvier» auquel est lié Jiri Pelikan, qui fut directeur de la télévision tchécoslovaque, en 1968.

La répression dont ils ont été eux-mêmes victimes, visait à imposer le silence autour du procès de Prague de ces jours derniers, et autour d'un autre procès qui doit suivre rapidement contre cinq autres militants de la Charte 77 et du VONS, arrêtés également en mai dernier. Isoler au maximum les inculpés pour empêcher la solidarité en Tchécoslovaquie même et dans le reste du monde, pour démoraliser toute opposition au régime actuel de Prague, tel semble bien être le calcul de celui-ci. Ainsi, avant d'être

abandonnés dans la campagne, à proximité de la frontière tchécoslovaque, où ils avaient été transportés en fourgon cellulaire jeudi, à 4 heures du matin, plusieurs des intellectuels français soutenant la dissidence tchécoslovaque, avaient subi de durs interrogatoires et s'étaient vus confisquer la plupart de leurs notes. Or, celles-ci reconstituaient, à partir de témoignages sur place les minutes du procès de Prague, et décrivaient également la répression quotidienne dont ils avaient pu être les témoins.

Conférence de presse vendredi à Paris

«La police nous a dit : vous feriez mieux de visiter les châteaux et les musées»

Premiers témoignages sur le procès de Prague

«Vous avez un visa touristique, pourquoi vous ne visitez pas les châteaux ou les musées, au lieu de vous intéresser à ces gens-là», telle est en substance une des remarques faites par un policier aux français qu'il interrogeait. Après avoir répondu qu'ils n'avaient qu'un visa touristique car ils ne pouvaient avoir du gouvernement tchécoslovaque l'autorisation d'assister au procès en tant que journalistes, ils «demandèrent» de quel visa disposaient quant à elles, les troupes du Pacte de Varsovie qui avaient

pénétré, en 1968, dans le pays ! «Les responsables de la police, ont indiqué les conférenciers, nous ont aussi demandé combien d'argent nous allions toucher à Paris pour ça (les notes que nous voulions ramener) et qui était notre chef !».

SURVEILLANCE, JOUR ET NUIT...

Malgré la saisie de leurs notes par les autorités, les intellectuels français de retour de Prague ont rapporté un précieux témoignage. Sur la répression quo-

tidienné, d'abord, qui s'appuie sur un impressionnant quadrillage policier : ils ont décrit celui-ci comme ayant un caractère «tragico-comique» tant est lourd, et parfois grotesque le dispositif de surveillance des gens qui élèvent la moindre protestation contre les pratiques du régime et l'occupation soviétique du pays. Filatures incessantes par des policiers en civil qui manipulent ostensiblement leurs appareils photos, voitures noires de la police stationnées en permanence au pied des immeubles où logent des signataires de la Charte 77, ces voitures étant en nombre proportionnel au nombre de signataires qui se retrouvent, par exemple, un soir chez la même personne, policiers qui campent 24 heures sur 24, sur le palier de gens n'étant pas en état d'arrestation, mais qui sont soupçonnés de positions «critiques» : ceux-ci se voient progressivement dans l'impossibilité de recevoir des gens chez eux, ou de se rendre chez des amis, qui risqueraient d'être à leur tour soupçonnés et filés.

«PIRE QUE DANS LES ANNEES 50»

Le témoignage sur les conditions faites aux inculpés est particulièrement accusateur. Ceux qui sont passés en procès voici une semaine n'ont même pas pu s'entretenir auparavant, pendant quelques minutes, avec leurs familles : «Pire dit-on que dans les procès des années 50 où cette possibilité existait». Les accusés ont re-

connu les juges qui, en août 1968, prononçaient déjà les sentences contre ceux qui se dressaient face à l'occupation soviétique. Le jugement qui vient d'être rendu, débouche sur des conditions de détention particulièrement sévères. Des exemples ont été cités : certains condamnés n'auront droit à des visites qu'une fois tous les mois, durant une heure, ce moment étant la seule occasion pour pouvoir recevoir un colis, le nombre de lettres qui peut-être envoyé à l'extérieur de la prison est réduit à une, tous les quinze jours, par prisonnier.

Autant de mesures qui visent à casser toute contestation de la politique du régime. Mais, la Charte 77 et le VONS semblent avoir acquis la capacité de survivre malgré les coups subis. Nous reviendrons dans notre prochaine édition sur cet aspect ainsi que sur les déclarations des inculpés du récent procès de Prague, telles qu'elles ont pu être reconstituées par ceux qui donnaient, vendredi, cette conférence de presse.

Reportage HR - QdP
J.-P. G.

Hier contre l'agression américaine au Viet-nam ; aujourd'hui contre la politique vietnamienne

Vendredi soir, à Paris, la célèbre chanteuse américaine, Joan Baez, donnera un concert en faveur des réfugiés d'Indochine.

Hier, au premier rang des pacifistes contre l'agression américaine au Vietnam, elle refuse aujourd'hui de suivre le Vietnam tant sur le plan de sa politique intérieure qu'extérieure. Jeudi, à Paris, au cours d'une conférence de presse, elle a lancé un appel «pour une action immédiate contre l'holocauste en Indochine».

En juin dernier, elle accordait une interview au journal marxiste-léniniste américain *The Call* où elle déclarait notamment : «Je peux comprendre la réaction de ces gens de gauche qui pensent que s'ils se prononcent contre le Vietnam, ils seraient des traîtres. Mais ce n'est pas le cas. Qui vont-ils trahir ? Les Vietnamiens qui sont enfermés dans les prisons ? Ou les hauts dirigeants vietnamiens ?»

Répondant à une question sur l'invasion vietnamienne au Cambodge, elle déclare : «Ce que j'ai lu de plus

lucide sur l'invasion au Cambodge est de I.F. Stone qui a dit : «Regardez, c'est un impérialisme. Le Cambodge est au Vietnam ce que le Vietnam a été aux Etats-Unis. Ils sont en train de l'envahir et ils n'ont aucun droit de le faire. Que se passe-t-il donc ? Pourquoi les gens ne voient-ils pas les choses telles qu'elles sont ?» (...) Joan Baez reprend ensuite : «Je suis pacifiste (...) Durant les années 60, ce sont les Etats-Unis qui ont martyrisé le Vietnam. Nous étions vraiment là pour lutter contre, et plus que personne d'autre. Et alors, la majeure partie de mes activités était dirigée contre notre gouvernement (...) Quand je vois maintenant que le gouvernement du Vietnam est en train de faire la même chose, à quelques nuances près, et quand maintenant j'attaque ce gouvernement de la même manière que j'ai attaqué dans le passé le gouvernement américain, certaines personnes pensent que c'est moi qui ai changé. Mais je n'ai pas changé.»

HR - QdP

LES MENACES DU VIETNAM CONTRE LA THAÏLANDE SE PRECISENT

Les 2 dernières semaines ont été marquées par une série d'incidents diplomatiques et militaires entre le Vietnam et la Thaïlande.

Le 15 octobre, Hanoï convoque l'ambassadeur thaïlandais et accuse la Thaïlande de lancer des calomnies contre le Vietnam. (Plusieurs fois, le gouvernement thaïlandais avait dénoncé les menaces vietnamiennes à l'encontre de son territoire, à partir du territoire cambodgien, envahi par les soldats vietnamiens).

Suite à cette convocation, la Thaïlande adresse une protestation écrite auprès de l'ambassade vietnamienne. Au cours d'une rencontre entre un haut responsable vietnamien et le Premier ministre thaïlandais, le Vietnam prétend

qu'il n'est pas question de menace sur la Thaïlande. Le même jour, une dizaine d'obus tirés par l'armée vietnamienne contre la Thaïlande, depuis le territoire du Cambodge, fait plusieurs morts parmi la population thaï. C'est la 2^e fois que cela se produit depuis le 14 octobre.

Un général thaïlandais rappelle que 98 soldats vietnamiens ont été capturés en territoire thaïlandais, depuis l'invasion du Cambodge en janvier dernier, il ajoute : «Le nombre des divisions vietnamiennes actuellement au Cambodge a atteint 22, avec un effectif de 180 000. Parmi eux, 40 000 sont déployés dans les régions frontalières thaï-cambodgiennes. La plus proche position des troupes vietnamiennes se trouve seulement à quelque 4 km de la frontière.»

Suite au bombardement contre la Thaïlande, le

PROPOSITION FRANÇAISE SUR LE CAMBODGE

La France vient de proposer la tenue d'une conférence ministérielle, dans le cadre de l'ONU, pour examiner la question de la famine au Cambodge. Alors que les 5 pays de l'ASEAN (Thaïlande, Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie) avaient demandé que la question cambodgienne soit examinée sous l'angle politique, le 12 novembre à l'ONU, la France, elle, a proposé d'examiner auparavant la question sous le seul angle humanitaire. Une démarche ambiguë...

gouvernement thaï envoie une lettre de protestation au secrétaire général de l'ONU, rappelle son ambassadeur à Hanoï et déclare qu'il fera tout pour défendre l'indépendance du pays.

En Asie du Sud-Est, plusieurs pays (Singapour - Indonésie) s'inquiètent de la tournure des événements et réclament de nouveau le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge.

Le premier ministre thaïlandais commence alors une tournée dans les pays de l'ASEAN, mais, en raison de l'aggravation de la tension à la frontière khméro-thaïlandaise, il regagne précipitamment son pays, où il doit tenir une importante conférence de presse, ce vendredi.

HR - QdP
Claude LIRIA

LE PRESIDENT HUA GUOFENG EVOQUE LES RELATIONS ECONOMIQUES CHINE-RFA

La visite du Premier ministre Hua Guofeng en Allemagne de l'Ouest, au cours de cette semaine, a été marquée par des entretiens portant bien sûr, sur la situation politique internationale mais aussi sur les échanges commerciaux entre la Chine et la RFA.

Selon l'agence Chine nouvelle, au cours d'une rencontre avec 40 représentants des milieux d'affaires ouest-allemands, le Premier ministre chinois a déclaré que la Chine se donne 9 ans, à compter de cette année, pour mener à bien le réajustement économique afin de faire progresser rapidement l'édification socialiste sur une base plus stable et solide.

La politique fondamentale de la Chine est toujours la suivante a-t-il dit : partir des réalités chinoises, et, en persévérant dans le principe de compter sur ses propres forces, s'inspirer des bonnes expériences des autres pays, introduire les techniques et équipements avancés et se servir de capitaux étrangers.

Le Premier ministre chinois a déclaré que dans le domaine de l'introduction des techniques, des équipements et des capitaux étrangers, la Chine veut adopter les diverses modalités en cours dans le monde. Elle est disposée à accepter des crédits étrangers qui lui soient favorables, mais sur la base de l'égalité. De même, elle est favorable à l'établissement d'entreprises mixtes en Chine.

Comme la République fédérale d'Allemagne est un de ses principaux partenaires commerciaux, la Chine souhaite élargir sa coopération avec les milieux économiques de la RFA, a indiqué le Premier ministre Hua Guofeng.

QdP-HR
C.L.